

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 30 F (300 FB)  
6 mois : 15 F (150 FB)  
pli fermé : 44 F et 23 F  
« programme communiste »  
1 an : 32 F (320 FB)

14<sup>e</sup> ANNEE - N° 228  
LE NUMERO : 1,50 FF  
15 FB - 1 FS  
du 9 au 22 oct. 1976

## Même avec une « grève générale », l'opportunisme reste l'opportunisme

Le plan du gouvernement ne fait aucun mystère : la reprise n'est possible qu'à la condition que nos chers capitalistes reprennent confiance.

Quel est le ressort de cette confiance ? De *gros profits demain*, et pour cela il faut être plus compétitif que les concurrents sur le marché mondial sursaturé, ce qui exige de baisser le taux d'inflation au-dessous de celui de nos principaux concurrents. Peut-on le faire en réduisant le profit, en augmentant la consommation populaire, comme feignent de le croire les jeunes cadres du PCF ? Bien sûr que non : l'augmentation de cette dernière ne pourrait avoir qu'un effet dérisoire sur la production en même temps qu'elle aurait l'inconvénient de gêner l'exportation par le gonflement des prix ! En l'occurrence, l'accroissement du marché intérieur n'est possible que sur la base de la relance de la consommation... des biens de production. Quant à la réduction des profits, pour vendre plus demain il faut investir plus dès à présent : il faut donc de *gros profits* aujourd'hui. Sinon le capitalisme ne serait pas le capitalisme.

Ce que fait le plan Barre, c'est avouer froidement ces *lois permanentes* du capitalisme selon lesquelles le renflouement de l'économie nationale ne peut se faire que sur le dos de la classe ouvrière et aussi des classes moyennes.

Ce que fait l'opposition, c'est crier au scandale devant un plan qui « fait payer les pauvres en faisant des cadeaux aux riches », mais pour mieux enfoncer le clou de la *même théorie* d'une économie nationale qui serait le « bien commun de tous les citoyens », le clou de la nécessité de la « solidarité nationale ».

Pendant les années d'expansion continue où l'économie prospère, l'augmentation du salaire sans trop de luttes permet de cacher le fait que la part de la richesse qui revient à la classe ouvrière sur toute celle qu'elle produit diminue constamment, ce qui permet à l'adversaire de se renforcer tandis que l'opportunisme tente de faire perdre à la classe ouvrière le goût de la lutte collective. Il fait de la grève « l'arme que l'on utilise en dernier recours », quand « toutes les autres possibilités ont été épuisées ». Mais en réalité il fait dépendre le salaire de la bonne volonté du capitaliste, des lois de la concurrence entre ouvriers corrigées non pas par la lutte de classe mais par... les besoins d'ordre social ! Puis, quand la négociation n'est plus possible car il

n'y a rien à distribuer, l'heure n'est pas encore à la lutte directe pour l'opportunisme : en réalité, pour lui, elle n'y est plus jamais.

Tous les réseaux de négociations, de conciliations qu'il a mis en place avec l'entreprise et l'Etat continuent de fonctionner mais cette fois à sens unique, pour le compte exclusif de la bourgeoisie. Ils continuent de fonctionner par-dessus le fossé grandissant de l'antagonisme de classe, mais c'est pour tenter de le combler ou du moins de le masquer : la classe ouvrière est invitée à attendre tout de ces canaux et rien de la force des formidables liens que sa situation et sa lutte la poussent à forger dans ses rangs, rien de l'utilisation des armes terribles que met le capitalisme entre ses mains.

Les bureaucraties syndicales et l'opportunisme sont l'organe et la clef de ce dispositif de conciliation des intérêts de classe. Même lorsqu'ils parlent de lutte, le principe n'est plus « l'union grandissante des travailleurs » d'un côté de la tranchée de classe ; il est « l'union du peuple » par-dessus la tranchée. La grève n'est plus une sortie courageuse de la tranchée ; elle devient une mobilisation sur place, une manifestation pieuse : les prolétaires-individus doivent prier pour qu'à nouveau les dieux invisibles de la justice et de la patrie fassent en sorte que s'irriguent les canaux de la collaboration de classe et convainquent les classes dominantes d'un peu moins d'égoïsme. Et dans cette prière devrait se sublimer la colère avant qu'elle ne puisse se transformer en haine et en action de classe !

La bourgeoisie le sait bien : « En nolarisant les mouvements sociaux et politiques sur la journée du 7 octobre, cela permet de crever l'abcès de mécontentement de manière exemplaire, préservant ainsi l'avenir de trop fortes tensions sociales » (Le Figaro du 2-3 oct.). Même avec une « grève générale », l'opportunisme restera toujours l'opportunisme.

Pour les prêtres de la collaboration de classe, les incantations font partie du personnage : ils se plaignent aux dieux de l'harmonie et de la paix sociale de ce que les bourgeois troublent l'ordre en fermant les vannes du pouvoir d'achat ; ils les implorant de concéder quelque chose. Et c'est là qu'ils révèlent à quel

### DANS CE NUMERO

- Ce qui nous distingue.
- Les leçons du Front Populaire 1936 (2).
- Dans le baigne sud-africain du capitalisme mondial (1).
- La LCR et la question du gouvernement PC-PS (2) : Deux méthodes inconciliables pour mener les luttes ouvrières.
- Interventions du Parti : élections en Allemagne, bulletin PTT, hôpitaux.
- Notes syndicales : IMRO, accidents du travail, PTT.
- Notes internationales : Liban, Portugal, Angleterre, Espagne.

point ils singent leurs maîtres : « Le gouvernement et le CNPF seraient évidemment enchantés d'obtenir l'accord de la CGT : ils en connaissent la valeur. Mais personne ne l'a jamais obtenu gratis. Comme toute chose qui a une valeur importante, pour l'avoir il faut y mettre le prix. La signature de la CGT, ça se paie ! » (Séguy, discours du 7 sept.).

Ce prix, ne croyez pas que ce soit quelque chose pour les larges masses, lesquelles devront se contenter de discours. Ne croyez pas que cela soit même quelque chose pour les

(suite page 5)

## Pour une riposte de classe à l'offensive capitaliste !

Avec son plan « anti-inflation » et son cortège de mesures anti-ouvrières sur la fiscalité, la sécurité sociale, le salaire direct, la bourgeoisie l'avoue cyniquement : la santé de ses profits et de son économie nationale ne peut se remettre et prospérer qu'au prix de la santé et de la vie de la classe ouvrière.

PROLETAIRES, CAMARADES !

Dans son offensive, la classe capitaliste utilise, outre la démagogie politique, la solidarité de ses organisations patronales et la pression de sa justice, de son administration et de sa police, bref de la machine d'Etat à son service.

La classe ouvrière ne peut résister qu'en unissant ses rangs contre la bourgeoisie et son Etat dans la lutte pour les objectifs qui, bien qu'immédiats, soulagent sa misère et renforcent son union par-dessus les limites d'entreprise, de catégorie et de nationalité :

- 500 F tout de suite et pas de salaire inférieur à 2.300 F !
- semaine de 35 h maximum, réduction des cadences, suppression des heures supplémentaires, à salaire égal !
- salaire intégral aux licenciés et aux retraités, et SMIC pour tous les autres chômeurs ainsi que pour les appelés !
- lutte contre toutes les discriminations et notamment :
  - contre tout contrôle de l'immigration ! Mêmes droits pour les ouvriers immigrés !
  - titularisation immédiate et sans conditions de tous les travailleurs hors statut !

De tels objectifs qui correspondent aux besoins immédiats et collectifs de la classe ne peuvent être atteints que par la **lutte ouverte, compacte**, qui utilise les méthodes spécifiques de classe, et notamment :

- la grève la plus large possible sans limitation préalable de durée,
- une autodéfense ouvrière pour faire face à la violence légale et paralogale de la bourgeoisie.

PROLETAIRES, CAMARADES !

Ces armes, les partis soi-disant « ouvriers » et les directions confédérales y ont renoncé en pratique car ils sont trop respectueux de la paix sociale et de l'ordre. Tout au plus admettent-ils, lorsque la colère atteint un ampleur nationale, des arrêts de travail comme celui du 7 octobre à l'occasion desquels ils font miroiter pour demain les avantages d'un gouvernement de gauche.

Tout le passé de ces partis montre qu'ils ne sont jamais allés au gouvernement que pour permettre à la bourgeoisie de passer les crises, moyennant quelques concessions vite reprises, et une paralysie accrue de la lutte ouvrière. Mais, de plus, comment pourraient-ils donner satisfaction **demain** quand **aujourd'hui** ils dénaturent les revendications immédiates ou, s'ils les reprennent, refusent tous les moyens effectifs de les faire aboutir ? En réalité, ils sont trop soucieux de ne pas porter préjudice à l'éco-

(suite page 4)

## Dans le baigne sud-africain du capitalisme mondial (1)

En 1970 une commission officielle des Nations Unies publiait un rapport, dans lequel la situation en Afrique du Sud était décrite dans les termes suivants :

« Les Blancs constituent moins de 20 % de la population sud-africaine. Il y a presque quatre fois plus d'Africains que de Blancs. Les Africains fournissent près de 70 % du total de la main-d'œuvre. Il y a une différence énorme entre la situation matérielle des Africains et celle des Blancs. Quel que soit le critère que l'on applique, la plupart des Blancs vivent dans une très grande aisance. Les Africains sont très pauvres. Le sort des gens de couleur et des Asiatiques n'est dans la plupart des cas que très légèrement supérieur à celui des Africains. L'Afrique du Sud ne constitue pas une, mais deux nations.

L'expansion économique rapide de ces dernières années a provoqué une migration considérable de la population vers les centres urbains. Les Sud-Africains de toutes races se sont déplacés vers les villes en nombre croissant. En 1960, il y avait environ 7,5 millions d'habitants

dans les régions urbaines. Environ 3,5 millions des citadins étaient des Africains. En 1968, leur nombre s'était accru de près de 900.000 et la population urbaine totale avait probablement atteint 9,5 millions. L'Afrique du Sud s'était donc urbanisée en l'espace de 25 ans.

Nombre d'observateurs pensaient que cette migration des Africains vers les villes amènerait une amélioration sensible de leur situation économique. En effet, les villes leur offraient la possibilité d'emploi dans l'industrie et de salaires plus élevés que ceux qu'ils pouvaient obtenir dans les exploitations agricoles ou les mines. Cet espoir s'est avéré vain. La main-d'œuvre non blanchée fait maintenant l'objet d'un contrôle presque général. L'effet de ce contrôle, c'est que les Africains se voient refuser les avantages qui découleraient normalement d'une meilleure qualification professionnelle et, bien sûr, que l'écart entre les riches blancs et les pau-

vres africains s'est encore accru. [...]

Selon le *Financial Mail*, le revenu mensuel moyen par habitant était en 1969 de 7 rands (1) pour les Africains, alors que le revenu moyen par habitant pour les Blancs était de 95 rands, soit plus de 13 fois le chiffre précédent. Les Blancs constituaient moins de 19 % de la population mais ils recevaient 74 % du revenu global. Les Africains, qui comptaient pour 69 % de la population, ne recevaient que 19 % de ce revenu global. [...]

A l'heure actuelle, la situation économique de nombreux Africains est pour ainsi dire désespérée. Il y a tout lieu de croire que le niveau de vie des Africains habitant les réserves a en fait baissé au cours des deux dernières décennies. La Commission Tomlinson estimait, vers le milieu des années 50, que le revenu [annuel] par habitant s'éle-

(suite page 3)

(1) 1 rand = 7 francs.

## En Allemagne fédérale, un tract de notre Parti à l'occasion des élections

Votez ! clame toute la classe ouvrière aux travailleurs. Votez dit-elle en ajoutant cyniquement : c'est seulement de cette façon que vous pouvez vous entendre avec nous... la lutte des classes est morte, vive la conciliation ! Cette conciliation tant vantée (qui, durant la phase de reconstruction d'après-guerre permit aux travailleurs d'obtenir, en tant que « partenaires sociaux » et en échange de leur asservissement politique et syndical, quelques améliorations à leur situation), devait apporter le plein emploi et les « garanties sociales » : elle dévoile maintenant de plus en plus son vrai visage. La pression exercée sur la classe ouvrière s'est accrue dans le monde entier. Licenciements, chômage larvé et diminutions de salaire se multiplient. En même temps la classe dominante renforce son appareil de contrainte, sans aucune commune mesure avec les signes sporadiques de colère prolétarienne. En prenant des « mesures de sécurité » contre « l'anarchie » (telles que lois d'exception, renforcement de la police à l'intérieur et aux frontières, censure plus sévère de la presse, etc) pendant qu'elle prépare énergiquement les élections législatives, la bourgeoisie avoue deux choses : Notre dictature se maintient grâce à l'assentiment des travailleurs, mais nous la fortifions et la défendons contre les travailleurs.

En d'autres termes, la bourgeoisie sait qu'elle n'a qu'un ennemi sérieux et en fin de compte invincible — parce que son existence est la condition d'existence de la bourgeoisie elle-même. Un ennemi encore empoisonné aujourd'hui par la pourriture opportuniste, mais que la pression des conditions matérielles va mettre en mouvement : la classe ouvrière.

Est-ce des élections que dépend l'issue de la crise ? Non.

Est-ce des élections que dépendent les conditions de vie et de lutte actuelles des travailleurs ? Non.

Est-ce des élections que dépend le triomphe des intérêts historiques de la classe ouvrière, sa libération de l'esclavage salarié ? Non.

Tout ce dont elles décident, c'est de qui gèrera la crise pour le plus grand avantage de la stabilité de ce régime d'exploitation.

La lutte électorale est le tournant où les partis au pouvoir peuvent se porter entre cousins les coups les plus féroces, sans qu'il y ait quoi que ce soit de changé sur le terrain des conditions d'existence réelles. C'est un combat sans armées véritables, où il ne peut y avoir qu'un seul et unique perdant : le prolétariat.

Dans ces périodes de lutte électorale, la bourgeoisie offre en apparence une alternative politique, mais renforce en réalité les conditions matérielles de sa domination de classe. Car elle ne s'imagine pas qu'elle pourra toujours faire sanctionner cette domination par le suffrage universel.

Le crétinisme parlementaire qui prétend œuvrer pour la classe ouvrière en « envoyant des ouvriers au parlement » pour « légiférer constructivement » dans « l'intérêt du peuple laborieux », suit en fait la voie de la capitulation ; une voie qui a conduit la social-démocratie à devenir le rempart de l'ordre bourgeois. Mais il est tout aussi néfaste d'opposer à la démocratie indirecte, parlementaire, la fausse alternative d'une « démocratie directe ». La domination de la classe ouvrière repose avant tout sur la violence organisée et centralisée. La classe ouvrière doit lui opposer sa propre organisation, le parti, et sa propre violence centralisée, la dictature prolétarienne dirigée par le parti de classe.

Ce dont le prolétariat a besoin, ce ne sont pas des clubs de discussion, ni d'une pagaille où « chacun suit ses opinions » : c'est de la discipline et l'organisation autour du programme révolutionnaire et des principes du communisme. Le prolétariat n'a pas à revendiquer la « défense de la patrie » : les prolétaires n'ont pas de patrie. Ce qu'il lui faut, c'est une organisation à l'échelle internationale, une préparation internationale de la révolution mondiale pour abattre le capitalisme à l'Ouest comme à l'Est.

L'accentuation des contradictions de l'économie mondiale, l'exaspération de la concurrence entre les nations, la pression qui dans tous les pays s'exerce sur le niveau de vie de la classe ouvrière contribuent à mettre la lutte de classe à l'ordre du jour. C'est parce que l'évolution dans ce sens est inéluctable, que nous avons le devoir, aujourd'hui impopulaire, d'appeler à la lutte de classe en l'opposant à la lutte électorale. L'évolution totalitaire du capitalisme transforme toujours plus les élections en un moyen de désarmer les ouvriers et d'empêcher la lutte de classe. L'alternative est simple :

OU PREPARATION ELECTORALE,  
OU PREPARATION REVOLUTIONNAIRE.

Ce qui compte, ce ne sont pas les voix obtenues le jour des élections, mais les pas accomplis par la lutte de classe.

Pour préparer cette voie, et la frayer, nous proclamons :

A BAS LES ELECTIONS ! VIVE LA LUTTE DE CLASSE !

VIVE LE FRONT DE LUTTE DE TOUS LES EXPLOITES POUR L'AMELIORATION DE LEURS CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL !

POUR LE PARTI COMMUNISTE MONDIAL !

POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

(Le tract invitait ensuite à une réunion publique qui devait expliquer notre boycott actif des élections : cette tactique n'est pas contingente, mais déduite de l'évolution du capitalisme et de l'expérience de la lutte de classe ; elle est incluse dans la stratégie de la préparation révolutionnaire.)

## PRESSE DU PARTI

### Pour l'unité des exploités du Maghreb !

C'est le titre d'une nouvelle brochure parue en langue française. Elle rassemble les articles parus dans Le Proletaire de décembre 1975 à février 1976 ainsi qu'un tract diffusé par la suite par les sections, le tout précédé d'une introduction s'adressant plus particulièrement aux prolétaires algériens.

Les sections et groupes du Parti doivent en faire la plus large diffusion. Les lecteurs qui désirent se la procurer et la diffuser sont invités à passer commande au siège du journal.

Brochure de 16 pages ; prix : 1,50 F.

## La LCR et la question du gouvernement PC-PS (2)

# Deux méthodes inconciliables pour mener les luttes ouvrières

La LCR attache tellement de prix à la perspective d'un gouvernement de gauche qu'elle en perd de vue l'objectif proclamé de le déconsidérer aux yeux des masses. Elle en vient à utiliser une propagande visant à convaincre le PC et le PS, en ne servant aux prolétaires que des arguments acceptables dans la logique de ces partis.

C'est ainsi que D. Bensaïd ose écrire : « il faut que les partis ouvriers qui sont déjà majoritaires dans le pays prennent les choses en main, tout de suite. D'attente en sursis, de reculades en capitulations, ils se préparent au mieux à hériter d'ici quelques années d'une situation encore plus dégradée, dont la bourgeoisie consentirait peut-être alors à leur confier la réparation sur le dos d'une classe ouvrière déçue et démobilisée d'avoir trop attendu » (Rouge n° 138 du 29-8-76).

Qu'est-ce qui fait de la perspective d'un gouvernement PC-PS une telle obsession qu'elle doit brouiller à ce point la vue de la LCR et lui fasse perdre la plus élémentaire décence politique ? Derrière une telle « erreur » pratique, il y a nécessairement une erreur théorique de taille. Cette erreur tient à l'analyse qu'elle fait de l'opportunisme, qui aboutit chez les théoriciens de la IV<sup>e</sup> à une véritable révision du marxisme. H. Weber affirme ainsi ouvertement contre Lénine lui-même : « ce qui est déterminant dans l'évolution opportuniste du mouvement ouvrier, ce n'est pas tant l'existence d'une aristocratie ouvrière, [...] mais bien l'existence d'une bureaucratie conservatrice contrôlant les organisations du prolétariat » ; quant à cette dernière, sa fonction est ainsi définie : « la bureaucratie ouvrière gère (et négocie) la puissance sociale du prolétariat dans le cadre du système » (1).

Et comme si cela ne suffisait pas à revaloriser déjà l'aristocratie ouvrière et à exempter l'opportunisme de tout péché d'alliance avec la bourgeoisie, en peignant avec des couleurs agréables son côté « ouvrier », Weber insiste : « l'idéologie réformiste de la bureaucratie n'est autre chose que la mise en forme de l'idéologie spontanée des larges masses asservies à l'idéologie bourgeoise (leur « conscience mystifiée »). La pratique réformiste de la bureaucratie n'est pas autre chose que la systématisation de la pratique élémentaire de la classe (sa pratique trade-unioniste). L'organisation réformiste édictée par la bureaucratie n'est pas autre chose que l'organisation des masses ouvrières selon les critères formels de la démocratie bourgeoise » (2).

Il nous faudra un jour démontrer toutes les falsifications et les arguments utilisés par Weber pour étayer sa thèse. Contentons-nous pour l'instant de nier que l'opportunisme soit l'expression du réformisme en grande partie spontanée dans la classe ouvrière, même s'il trouve en ce dernier un terrain favorable pour étendre son emprise sur la classe ouvrière. En effet l'opportunisme est bien autre chose : il « consiste, comme l'écrivait Lénine, à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux, ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat » (3). La première guerre impérialiste, une grande vague révolutionnaire puis la contre-révolution stalinienne, la deuxième guerre et trente ans d'accumulation pacifique n'ont pu que renforcer toujours plus cette alliance.

La revendication du contrôle de l'immigration qui revient à donner à l'Etat le droit de per-

sécuter le quart de la classe ouvrière dans les pays d'« accueil », résulte-t-elle de la « gestion des intérêts de la classe ouvrière dans le cadre du capitalisme » ou n'est-elle pas une alliance ouverte avec l'impérialisme, alliance que l'opportunisme présente aux « couches supérieures » comme la seule politique pour « sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de « couche supérieure », de petite bourgeoisie et d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière » (3) ? Et la politique qui consiste à faire dépendre la défense du salaire d'une meilleure qualification alors que le capitalisme déqualifie des masses toujours plus importantes de prolétaires, n'est-elle pas l'abandon des intérêts des larges masses et ne se transforme-t-elle pas en une opposition entre les « couches supérieures » et les larges masses quand l'opportunisme réclame l'arrêt de l'embauche des auxiliaires et hors-statuts au lieu de réclamer pour eux le même statut ? Et la politique qui fait dépendre le salaire de la bonne marche de l'entreprise ou de l'économie nationale, qu'est-elle lorsqu'elle se transforme chez les bureaucrates syndicaux en un productivisme acharné puis en la défense de leur impérialisme contre les autres, la « systématisation de la pratique élémentaire de la classe » ou l'alliance de la petite bourgeoisie et des « couches supérieures » du prolétariat avec la bourgeoisie ?

Ajoutons que si l'opportunisme prétend défendre l'aristocratie ouvrière par l'alliance avec le patron ou l'Etat en l'opposant aux larges masses et au prix de la division ouvrière, il s'avère même incapable de parer aux coups de la bourgeoisie dès que celle-ci rompt l'alliance grâce à laquelle on prétendait éviter la lutte de classe, comme il faudrait le montrer en détail à partir de l'exemple significatif du conflit du Livre à l'échelle internationale. La position des communistes vis-à-vis de l'aristocratie ouvrière n'est évidemment pas de l'opposer sociologiquement aux couches les plus pauvres mais de combattre ses préjugés particuliers en lui montrant son intérêt de rejoindre la lutte commune ; elle est celle que Lénine rappelait aux « communistes de gauche » allemands mais qui est encore plus vraie pour les « communistes de droite » de tout temps et de tout lieu : « nous luttons contre l'« aristocratie ouvrière » au nom de la masse ouvrière et pour la gagner à nous ; nous combattons les leaders opportunistes et social-chauvins pour gagner à nous la classe ouvrière » (4).

Pour en revenir enfin à la LCR,

personne ne mettra en doute que la lutte économique ne reste pas sur le seul terrain du capitalisme et qu'il faut, pour faire mieux, sortir du capitalisme par la lutte politique. Mais en faisant de l'opportunisme l'expression de la lutte immédiate qui reste immédiate, la LCR se trompe du tout au tout. En même temps qu'elle se rend incapable d'imaginer une orientation réellement différente des luttes immédiates que celle qui domine aujourd'hui, elle est conduite à demander à cette lutte de passer au plus vite, sous peine d'échec certain, sur le terrain politique, où devrait fatalement se poser la question de sortir du capitalisme, où l'opportunisme serait inéluctablement mis au pied du mur et contraint de dévoiler qu'il veut rester dans le cadre du système dans le même temps que la poussée des masses exigerait inévitablement d'en sortir.

En réalité cette vision est tout à fait impuissante d'un point de vue politique, car elle élude la question de la préparation du parti et de la préparation des masses à la révolution en remplaçant ces tâches ardues par l'attente fataliste de la transformation de la lutte en lutte révolutionnaire une fois qu'elle s'est placée sur le terrain politique, combinée à l'excitation activiste de la lutte immédiate que l'on somme à tout moment et en tout lieu de devenir politique, sous peine de rester méprisable. La LCR a beau se gargariser de « débordements », elle est impuissante car elle oublie aujourd'hui, sur le terrain de la lutte immédiate, et même seulement économique, d'en préparer les conditions et d'œuvrer aujourd'hui pour permettre que demain, la lutte en se généralisant ne devienne pas seulement politique mais communiste et révolutionnaire et puisse éviter à temps les pièges de la politique réformiste qui est aussi une politique mais au fond contre-révolutionnaire.

Pour tirer une confirmation supplémentaire de notre critique, voyons comment la Ligue pose la question de la « centralisation des luttes », qui pour elle est « l'axe prioritaire » (5).

(suite page 4)

(1) H. Weber, *Marxisme et conscience de classe*, UGE, Paris, 1975, p. 290.

(2) Id., *ibid.*, p. 296.

(3) Lénine, « La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale », (Œuvres complètes, t. 21, p. 248).

(4) Lénine, « La maladie infantile... », *ibid.*, t. 31, p. 47.

(5) Résolution politique du C.C. de la LCR intitulée « France : Après les élections cantonales » (*Inpre-cor*, n° 49 du 15-4-76).

## Pour une lutte de classe contre la répression en Espagne !

Fin septembre l'Assemblée des Réfugiés (Organisme Unitaire des Exilés Espagnols à Paris) a tenu une réunion publique ayant comme points centraux : amnistie totale, liberté des prisonniers politiques et contre la répression du régime monarchique actuel. Mais les partis qui dirigeaient la réunion (PSOE, PCE, FRAP) ont noyé ces objectifs, qui ont un grand intérêt pour le prolétariat espagnol, dans leur habituelle mêlée démo-légalitaire, liant leur obtention à la démocratisation de l'Etat et appelant à des méthodes légales y compris parlementaires, pour ne s'en tenir en fin de compte qu'à promettre aux exilés de poursuivre leurs démarches bureaucratiques en vue d'obtenir les conditions (passeports, etc.) de leur retour légal au pays.

A la différence de ces partis, qui préconisent la lutte pour l'amnistie car celle-ci exprimerait « le désir des masses de lutter sans être réprimées », les communistes doivent montrer qu'une véritable défense du prolétariat contre la répression n'est efficace que si elle se place sur un terrain vraiment classiste, c'est-à-dire qui ne se lie à la conquête d'aucune « garantie démocratique », c'est-à-dire à aucune réforme démocratique de l'Etat mais au contraire s'oppose frontalement à lui, qu'il soit fasciste ou démocratique, monarchique ou républicain et se pose comme but final la destruction de celui-ci et l'instauration de l'Etat prolétarien, unique moyen pour en finir une fois pour toutes avec les prisons pleines de militants révolutionnaires et d'ouvriers combattifs.

# Dans le baigne sud-africain du capitalisme mondial (1)

(suite de la page 1)

avait, dans les réserves, à 48 rands environ. Selon une estimation récente, ce même revenu y serait maintenant de 53 rands. Etant donné que la hausse des prix a été constante et rapide, le revenu réel des Africains vivant ailleurs que dans les villes doit avoir considérablement baissé.

On ne saurait décrire la situation des Africains des réserves autrement qu'en la qualifiant de misère sans nom. Bien d'autres faits viennent corroborer ce que révèlent les statistiques relatives aux revenus. Selon une enquête effectuée en 1966, près de la moitié des enfants nés dans la plupart des réserves meurent avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans.

Les statistiques relatives au revenu des Africains habitant les régions urbaines ne sont pas moins remarquables. A Soweto, quartier africain de la banlieue de Johannesburg qui compte environ 600.000 personnes, 68 % des familles touchées par l'enquête avaient un niveau de vie inférieur au niveau dit de pauvreté. L'insuffisance moyenne mensuelle des revenus familiaux se chiffrait dans la plupart des cas à plus de 20 % du montant minimum des dépenses essentielles. La pauvreté est presque certainement aussi grande parmi les Africains d'autres villes. [...] » (2).

Aujourd'hui Soweto compte un million d'habitants et c'est là que s'est produit le 16 juin dernier le premier d'une série d'affrontements meurtriers entre les noirs et le pouvoir blanc, dont le bilan s'élève actuellement à plus de 400 morts. Cette nouvelle vague de révolte des masses sud-africaines survient à un moment où, après la fin du colonialisme en Angola et au Mozambique, la minorité blanche s'efforce de faire la part du feu en lâchant du lest à l'extérieur, en Rhodésie et, à un moindre degré, en Namibie, afin de mieux assurer sa domination et celle de l'impérialisme occidental, sur la partie la plus riche, la plus développée et stratégiquement la plus importante de l'Afrique (3).

Mais Soweto c'est aussi la cité-dortoir noire de la banlieue de Johannesburg, la capitale industrielle de l'Afrique du Sud, et les émeutes et manifestations qui se déroulent depuis la fin juin dans le pays s'accompagnent de grèves qui entraînent dans la lutte les ouvriers des grandes agglomérations urbaines (Johannesburg, Le Cap, Port-Elizabeth, etc.) (4). Le conflit qui se déroule en Afrique du Sud n'est pas seulement un conflit racial à travers lequel s'expriment les revendications du peuple noir opprimé, c'est aussi un conflit de classe entre les prolétaires noirs des villes et des campagnes et la bourgeoisie blanche qui les exploite sans pitié depuis plus de trois siècles pour son compte et pour celui de l'impérialisme mondial.

\*

Si la population comptait en 1904 3.490.000 noirs, 445.000 métis, 122.000 indiens et 1.170.000 blancs, les chiffres respectifs s'élevaient en 1970 à : 18.000.000, 2.000.000, 600.000 et 3.800.000 ; ils montrent que l'écart entre blancs et non blancs s'accroît toujours.

Installés dans une région au sous-sol exceptionnellement riche, les blancs ont pu, en soumettant par la violence une main-d'œuvre abondante, faire de l'Afrique du Sud le géant industriel du continent.

Ce pays est en effet le troisième pays minier après les Etats-Unis et l'URSS, le premier producteur mondial d'or (il fournit à lui seul les trois quarts de la production occidentale), l'un des trois grands de l'uranium, le second pour les diamants et l'amiante, le premier producteur occidental de platine et d'antimoine. Ses ressources en cuivre, chrome, manganèse sont considérables. Gros producteur de plomb et de zinc, l'Afrique du Sud détient d'énormes gisements de minerai de fer et de houille. Sa production d'acier représente 91 % de la production du continent.

La population active a pratiquement doublé en 25 ans (4.200.000 en

1945, 8 millions en 1970). L'industrie qui comptait 89.000 travailleurs en 1911 en comptait 1.316.000 en 1974. De 1915 à 1967 le nombre d'établissements industriels est passé de 3.600 à 13.800 environ et le nombre de travailleurs par établissement est passé de 24 à 76 (5).

L'essor industriel, fondé à l'origine pour l'essentiel sur l'industrie minière a aujourd'hui changé de moteur : alors qu'en 1911, les mines, l'agriculture et les industries manufacturières représentaient respectivement 27,1 %, 17,4 % et

6,7 % du PNB, les chiffres pour 1973 étaient : 13,3 %, 8,2 % et 23,1 % ce qui donne une idée de la progression de l'industrie entre les deux dates. En fait c'est surtout au cours du second après-guerre que le processus d'industrialisation a été le plus rapide et que le développement du capitalisme sud-africain a été le plus important. Au cours des années soixante par exemple le taux de croissance a atteint une moyenne « à la japonaise » de 8,9 % par an et le PNB a plus que doublé entre 1960 et 1970.

## Un salariat doublé de l'esclavage colonial

Cette croissance a été obtenue au prix d'une exploitation féroce de la main-d'œuvre africaine dans le cadre d'un système répressif destiné à assurer la suprématie des blancs sur les noirs. Ce système ne date évidemment pas d'hier — son fondement historique étant bien entendu l'esclavage auquel ont été soumis tant les esclaves importés par les colonisateurs hollandais et anglais que les masses africaines vaincues lors des guerres de conquête du XIX<sup>e</sup> siècle —, mais il s'est considérablement renforcé à partir de l'Acte d'Union de 1910 et surtout pendant la période récente de croissance rapide du capitalisme sud-africain.

Comme l'écrit le rapport de l'ONU cité plus haut : « Sous le gouvernement nationaliste [le parti nationaliste est au pouvoir depuis 1948], ce qui était implicite est devenu explicite. Et en un certain sens c'était indispensable. Le système de l'apartheid a dû se développer en même temps que l'économie [souligné par nous. NDR.]. Il a dû être rationalisé et perfectionné. Le gouvernement en a rendu les dispositions plus rigoureuses et a étendu tout le système de réglementation. C'était la seule manière par laquelle il pouvait contrôler plus sûrement un secteur plus important de la population non blanche » (6).

Après avoir chassé les Africains de leurs terres et les avoir parqués dans des « réserves » (les « bantoustans » ou « homelands » qui représentent 13 % à peine de la superficie de l'Afrique du Sud) les blancs les ont forcés à venir travailler pour eux dans les zones industrielles et agricoles blanches, tout en mettant en place un système de ségrégation et de répression destiné à perpétuer leur exploitation :

« L'idée maîtresse du système de l'apartheid nouvellement rationalisé est de faire en sorte qu'il soit impossible pour les Africains d'être autre chose qu'une main-d'œuvre bon marché. L'on y parvient de deux manières : les Africains se sont vu refuser tout d'abord le droit à une résidence permanente dans presque toutes les zones à l'exception de celles que le gouvernement désigne comme « territoires » africains. Etant donné que ces zones sont très pauvres et surpeuplées, beaucoup de leurs habitants sont forcés d'émigrer dans des « zones blanches » en quête de travail. S'ils ne le font pas, eux-mêmes et leurs familles risquent de mourir de faim. Dans les « zones blanches », les Africains n'ont aucun droit, aucun statut permanent et aucun contrôle sur les termes et les conditions de leur emploi. Ils sont en conséquence entièrement à la merci de leurs employeurs et du gouvernement » (7).

En 20 ans de pouvoir, de 1948 à 1968, le Parti national a fait voter 200 lois et amendements divers relatifs à la ségrégation raciale. Parmi ces textes les plus notoires sont « le Prohibition of Mixed Marriages Act de 1949, et l'Immorality Amendment Act de 1950, qui interdisent, le premier les mariages, le second les relations sexuelles entre Européens et non-Européens, le Group Areas Act de 1950 qui renforce la ségrégation résidentielle, le Population Registration Act de 1950 qui institutionnalise la classification raciale, le Reservation of Separate Amenities Act de 1953 qui codifie

l'apartheid dans les établissements et lieux publics, le Motor Carrier Transportation Amendment Act de 1955 qui le réglemente dans les transports publics, l'Extension of University Act de 1959 qui institue des universités distinctes pour les différentes races, etc. » (8).

En vertu de la réglementation en vigueur les noirs ne peuvent occuper aucun emploi sans autorisation administrative, ils n'ont pas le droit de résider ailleurs que dans les quartiers africains (ou, naturellement, dans les réserves), ils sont soumis à un impôt particulier et ils doivent observer le couvre-feu qui leur interdit de pénétrer la nuit dans les quartiers blancs où ils travaillent de jour. A tout instant il faut qu'ils soient en mesure de prouver qu'ils sont en règle et sont donc obligés de porter constamment sur eux une carte d'identité spéciale, le pass, où divers timbres fiscaux et tampons doivent attester qu'ils ont satisfait à toutes leurs obligations (9). C'est pour infraction à cette législation que depuis plus de dix ans plus de 500.000 Noirs sont annuellement jetés en prison.

La loi prévoit aussi la répression de toute offense à l'ordre établi. En 1950 a été adopté le Suppression of Communism Act qui vise « toute doctrine visant à changer l'ordre établi en Afrique du Sud par la violence et susceptible d'engendrer des sentiments d'hostilité entre les différentes communautés raciales ». En 1962, une clause du General Amendment Act faisait du sabotage un crime spécifique puni d'une peine allant de 5 ans de prison à la pendaison.

Trois textes permettent la détention sans jugement. Le premier est une des clauses du General Amendment Act : il permet d'arrêter sans mandat et de faire emprisonner sans jugement pour des périodes renouvelables de 3 mois toute personne soupçonnée d'activité politique suspecte. Le second texte est une loi de 1965 qui rend possible la détention sans jugement pour des périodes renouvelables de 6 mois de toute personne susceptible d'apporter un témoignage à charge dans les procès criminels. Le troisième texte est le Terrorism Act de 1967, aux termes duquel la détention sans jugement est permise sans aucune limite de temps autre que celle jugée nécessaire aux besoins de l'instruction, pour toute personne soupçonnée d'activités terroristes ou en possession d'informations concernant des activités terroristes (10).

Pour couronner le tout, une loi spéciale, connue sous le nom de « Sobukwe clause » permet de maintenir en prison les condamnés politiques après l'expiration de leur peine. Pas étonnant qu'avant le coup d'Etat de Pinochet, l'Afrique du Sud ait détenu le triste record officiel de la population emprisonnée et des condamnations à mort.

D'après la Constitution, seuls les blancs peuvent siéger au Parlement. Diverses dispositions qui devaient permettre aux « bantous », aux métis et aux indiens d'être représentés par des députés et sénateurs blancs ont été abolies pendant les vingt années au cours desquelles s'est renforcée la ségrégation raciale. La représentation indienne fut abrogée en 1948, celle des noirs en 1959, celle des métis en 1968 Quant

au Political Interference Act de 1968 il interdit les partis politiques multiraciaux.

Après la fusillade de Sharpeville en mars 1960, au cours de laquelle la police tua 70 personnes en tirant sur des manifestants qui réclamaient l'abolition du pass les deux partis nationalistes noirs (l'ANC — African National Congress — fondé en 1912, et le PAC — Panafrikan Congress — issu d'une scission de l'ANC en 1958) furent interdits par l'Unlawful Organization Act (loi sur les organisations illégales).

Le camp de travail forcé de l'Afrique du Sud est gardé par la police la mieux entraînée et l'armée la plus nombreuse et la mieux équipée du continent, grâce aux bons soins de l'impérialisme, français notamment. Privés de tous droits politiques, les prolétaires noirs de la ville et de la campagne y sont aussi soumis à une législation qui, dans le travail, cumule la barbarie du salariat et celle de l'esclavage colonial. Nous y reviendrons dans la suite de cet article.

(à suivre)

(2) Industrialisation, capitaux étrangers et travail forcé en Afrique du Sud, Rapport du groupe de l'Apartheid, Nations Unies, New York, 1970.

(3) De 1960 à 1970 le montant total des investissements est passé de 3.024 millions de rands à 5.818 millions de rands dont la provenance était la suivante : zone sterling (essentiellement la Grande-Bretagne) : 3.371 millions de rands, soit 58 % du total (en 1960 la zone sterling représentait, avec 1.911 millions de rands, 63 % du total) ; zone dollar (essentiellement les USA) : 978 millions de rands, soit 17 % du total ; Europe occidentale (France, Allemagne mais aussi Suisse, Italie) : 1.406 millions de rands, soit 24 % du total. D'après les chiffres cités par le rapport de l'ONU de 1970 le taux moyen de rendement des investissements directs a été de 10,3 en 1960 ; 10,4 en 1961 ; 12,1 en 1962 ; 12,9 en 1963 ; 14,8 en 1964 ; 12,1 en 1965... On comprend dans ces conditions que les « puissances occidentales » ne tiennent pas à ce que toute l'Afrique australe s'embrace !

(4) L'industrie sud-africaine est concentrée, dans la proportion de 80 %, dans quatre régions : le sud du Transvaal, la région du Cap, de Durban et de Port Elizabeth, le sud du Transvaal (où se trouve Pretoria, Johannesburg, Reef towns et Vereeniging) comptant à lui seul pour 50 % du total.

(5) Sauf indication contraire les chiffres cités pour la partie économique sont tirés de l'annuaire officiel de la République sud-africaine : South Africa 1975, Official Yearbook of the Republic of South Africa et de la rubrique Afrique du Sud de l'annuaire Africa, South of the Sahara, 1976-77, Europa publications, Londres, 1976.

(6) ONU, op. cit., p. 27.

(7) Idem., p. 29.

(8) W. Limp, Anatomie de l'apartheid, Casterman, Paris 1972, p. 44.

(9) Idem., p. 21.

(10) Idem., p. 45. Pour compléter le tout le gouvernement a créé en 1969 le sinistre BOSS (Bureau of State Security) chargé spécialement de la répression.

## Notes internationales

### ● Liban

Après le carnage de Tell el Zaatar, les massacres de la montagne à l'Est de Beyrouth. Le scénario tragique se poursuit, inexorablement réglé : tandis que les chefs, de Joumblatt à Arafat, proposent « dialogues sans arrière-pensées » sur « accords entre toutes les parties », paralysant les masses par une attente aussi vaine que démoralisante, le gendarme syrien, brutalement changé d'ange socialiste en démon réactionnaire par ses admirateurs de la veille, flanqué des milices chrétiennes au nord et de l'armée israélienne au sud, reprend l'initiative en poursuivant froidement l'exécution de ses basses œuvres pour le compte de l'ordre contre-révolutionnaire local et mondial.

Négocier quoi ? Le besoin des masses des villes et des campagnes est de foutre en l'air tout cet édifice des compromis entre la propriété foncière, les classes compradore, les faibles bourgeoisies, les dynasties locales et les différents impérialismes ! La vérité est que tout ce beau monde ne peut effectivement s'entendre et négocier que sur les cadavres des palestiniens et des masses libanaises insurgées dont les intérêts vitaux et incompressibles remettent périodiquement en cause tous les compromis ; voici la raison pour laquelle Kissinger peut dire : « nous n'avons jamais été aussi prêts de la paix au Moyen-Orient depuis vingt-cinq ans ».

Signe lugubre donc que celui sous lequel s'ouvrent les tractations de Paris par la médiation du « socialisme égyptien », qui vient de réprimer dans le sang les émeutes et les grèves courageuses du Caire, et surtout avec celle de l'impérialisme français, le grand responsable de la forme religieuse que prennent au Liban les conflits ouverts par le cycle révolutionnaire bourgeois.

Qui peut venir en aide aux Palestiniens et aux masses arabes ? Les « pays frères musulmans » ? Voyez les résultats ! L'URSS qu'aujourd'hui encense sans pudeur Hawatmech ? Voyez aussi les résultats ! Seul le prolétariat mondial a intérêt à prêter main forte à ceux qui, par leur lutte, se heurtent à l'ennemi commun, l'impérialisme qui, ici comme là-bas est bien la « réaction sur toute la ligne » : et pour ce faire, il faut retourner à la lutte de classe ouverte contre « son » propre Etat !

### ● Portugal

Le très socialiste Etat portugais poursuit la remise en ordre du pays. Après les soldats, les paysans pauvres : 600.000 hectares des 1.600.000 occupés ont été rendus aux propriétaires. L'absence d'une riposte paysanne, surtout dans l'Alentejo, fief du PCP, montre bien que, dans le gouvernement comme dans l'opposition, celui-ci soutient toujours des mesures bourgeoises qui frappent fortement les classes laborieuses.

Cette mesure représente un grave coup pour la paysannerie pauvre et sans terre, dans la mesure où elle reprend ce qui avait constitué indéniablement une amélioration du sort de ces couches importantes de la population. Dégénérescence de la « révolution portugaise » ? Encore une preuve de ce que le fameux « pouvoir populaire » n'était qu'une triste farce, et que même la simple défense et amélioration des conditions de vie des masses travailleuses ne peut être confiée à l'Etat bourgeois, ou à son pilier l'Armée, même — et surtout — lorsqu'elle se pare d'une phraséologie socialisante. A plus forte raison la révolution...

## RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

Le vendredi 5 novembre, 20 h 30, salles Lancry, 10, rue de Lancry, Paris X<sup>e</sup> (métro République).

## LIBAN, AFRIQUE DU SUD

L'exigence de la solidarité prolétarienne

## IMRO-Rouen

Chassés par les flics,  
exclus par les bonzes

Les accusés : des travailleurs en lutte, coupables d'avoir cherché la solidarité et tenté d'organiser le soutien actif de leurs frères de classe. Le jugement : 6 exclusions de la CGT — dont le secrétaire de la section — prononcées par le Conseil syndical de la 22<sup>e</sup> section de la FFTL-CGT à Rouen, le 20 septembre 76, par un vote à bulletin secret sans convoquer les travailleurs concernés.

Voilà le sort que réserve la direction de la CGT aux ouvriers combattifs qui organisent la lutte directe « sans avoir épuisé toutes les formes de conciliation » (argument utilisé par la direction CGT de la FFTL pour refuser son soutien financier à la grève — déclarée « non statutaire » — des ouvriers de l'IMRO en 74 par laquelle ils obtinrent l'annulation de 35 licenciements). Voilà le sort qu'elle réserve à ceux qui se battent « pour l'unité de la classe ouvrière » (cela a été le slogan des grévistes) à la base, sans sectarisme, et font de chaque action un moyen de développer la solidarité, l'expérience de lutte et la combativité, la prise de responsabilités syndicales (c'est le sens qu'ont donné les travailleurs de l'IMRO à leurs journées portes ouvertes des 12-13 juin 76 qui ont provoqué l'opposition ouverte de la direction CGT), au lieu de se contenter d'une « popularisation » purement verbale et de tomber dans la défense de « l'outil de travail [oh scandale !] laissé en sommeil » (déclaration de l'UD-CGT de Seine-Maritime, 14-6-76), au lieu de refuser la discussion et le soutien de ceux qui n'ont pas la même appartenance syndicale.

Alors que « toutes les initiatives prises l'ont été par l'ensemble des travailleurs » et que les grévistes de l'IMRO ont appelé « toutes les sections syndicales, toutes les organisations politiques de gauche et d'extrême gauche » à un « soutien réel et concret », qu'ils ont invité à leurs journées portes ouvertes « toutes les entreprises en lutte à tenir des stands à l'IMRO », l'UD-CGT a refusé de participer « à une manifestation noyauté par des éléments irresponsables et provocateurs ». C'est toujours sous l'accusation de « gauchistes », de « provocateurs » que la direction CGT essaie de camoufler sa trahison des éléments les plus combattifs. De plus, comme le disent les travailleurs de l'IMRO, « penser que les travailleurs ne sont pas capables de discuter sans se faire manipuler, c'est les mépriser ».

Mais même si la police, forte de la désolidarisation de l'UD-CGT, a eu beau jeu d'évacuer par la force l'usine le 17 juillet 76 après 10 mois d'occupation, le bilan de la lutte menée à l'IMRO est formidable : elle se relie à l'expérience d'autres noyaux combattifs prolétariens d'avant-garde, en lutte pour retrouver les méthodes d'action directe et unitaire seules capables de défendre leurs intérêts immédiats, noyaux qui inévitablement feront leur jonction pour reforger les liens organisationnels vivants de la classe ouvrière, malgré et contre les directions opportunistes réformistes.

## Pour une riposte de classe

suite de la page 1

nomie nationale qu'ils considèrent comme un bien commun à tous les citoyens.

**Non, il n'est pas possible de concilier les intérêts de la classe ouvrière et ceux de l'économie nationale !**

Le besoin le plus impérieux et le plus urgent est de passer à la lutte ouverte contre la classe capitaliste, de renforcer nos rangs dans l'indépendance de classe la plus absolue par rapport à l'Etat capitaliste, même coiffé d'un gouvernement de gauche.

PROLETAIRES, CAMARADES !

**Il ne faut écouter qu'une voix : celle de nos intérêts de classe, celle de la défense exclusive de nos conditions de travail, de vie et de lutte.** Aucun délai n'est permis ! Que soient jugés sur la base de ces exigences tous les partis qui parlent en notre nom, mais qui, par leur politique, sont au service de la bourgeoisie.

Les réformistes qui dirigent aujourd'hui les syndicats diront que cette méthode de lutte directe est proposée par des « irresponsables », des « gauchistes », qui en voudraient aux syndicats. C'est faux : par leur politique, les réformistes ont enchaîné au char de l'entreprise et de l'Etat les organisations théoriquement constituées pour défendre nos intérêts. Ce à quoi en veulent les révolutionnaires, c'est à cette politique catastrophique : ils sont pour des organisations réellement ouvertes à tous les travailleurs et dont la force doit être décuplée par l'utilisation des méthodes classistes. La vérité est que la lutte entre ces deux politiques passe à l'intérieur des syndicats et que les diviseurs sont ceux qui excluent aujourd'hui des syndicats les ouvriers coupables de défendre ces positions.

Il faut que se regroupent pour la lutte contre l'offensive capitaliste, dans les syndicats comme en dehors, tous les prolétaires conscients de la nécessité d'opposer un front de classe du prolétariat au front uni bourgeoisie opportuniste.

Les réformistes diront aussi que la lutte directe risque de mettre encore plus à mal l'économie nationale, et c'est vrai : mais la crise qui oblige à une telle lutte n'est qu'une conséquence des lois barbares du capitalisme. Que crévent donc toutes les économies nationales au nom desquelles on appelle dans tous les pays les prolétaires à se serrer la ceinture et à travailler plus, et plus tard à s'entretuer dans la guerre entre les brigands impérialistes ! La classe ouvrière n'a pas d'intérêt national, à défendre ! Les prolétaires du monde ont le même but : détruire la société présente et édifier sur ses ruines une économie qui ne connaisse plus d'exploitation, de misère, d'oppression, de capital ni de salaire, une économie sans frontières, une économie enfin humaine.

C'est pour ouvrir cette voie, qui est la seule à mériter les sacrifices de la classe ouvrière, que sont indispensables la révolution communiste et la dictature du prolétariat, même si la perspective en est encore lointaine. Mais la seule manière de la rapprocher est assurément de lutter dès aujourd'hui pour elle : pour cela il faut que les prolétaires conscients de sa nécessité se rassemblent pour reconstituer sur le programme du marxisme, celui de Marx et de Lénine, le parti communiste mondial qui pourra féconder toutes les luttes quotidiennes et les intégrer dans une lutte prolétarienne unique qui servira de levier à l'émancipation du joug du capital.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL, 7 octobre 1976.

## Dans la fonction publique comme partout

Contre les licenciements  
des travailleurs « hors-statut » !

A la suite de licenciements de travailleurs intermittents de l'Assistance Publique à Paris, nous avons distribué le tract suivant :

Solidarité de classe avec les 1 000  
travailleurs licenciés de l'A.P. !

La Direction vient de licencier 1.000 de nos camarades employés pendant l'été. Hier, elle s'en prenait aux jeunes chômeurs envoyés à l'A.P. par l'ANPE, puis c'était le tour des femmes de ménage, puis des agents. Aujourd'hui elle frappe durement les auxiliaires et les livre au chômage tandis que vont peser sur ceux qui restent une charge de travail encore plus lourde.

En s'attaquant à une catégorie, c'est à tous les travailleurs que s'en prend la direction, qui dévoile ainsi le mensonge selon lequel il y aurait un soi-disant intérêt commun entre exploités et exploités.

NOUS NE POUVONS RESTER INDIFFERENTS !

En s'attaquant à nos camarades, la Direction s'attaque à nous tous ! Ensemble nous devons réagir !

UNIS NOUS POUVONS ETRE FORTS ! [...]

Après avoir rappelé les revendications générales propres à soulager de l'exploitation et à lutter contre la division, le tract poursuit :

« Malheureusement, les directions syndicales, CGT, CFDT, FO, qui veulent nous faire croire que la défense de nos conditions de vie et de travail dépendent de la bonne marche du « service public » sont trop respectueuses de son « bon fonctionnement » pour organiser véritablement la lutte pour ces objectifs et pour utiliser l'arme élémentaire des travailleurs, LA GREVE SANS PREAVIS NI LIMITATION PREALABLE DE DUREE.

Les pétitions, délégations auprès des pouvoirs publics, mini-manifestations hôpital par hôpital n'ont pas empêché les licenciements. Ceci prouve bien qu'il faut faire plus et qu'il n'y a pas d'autre voie que la voie collective de classe. Groupons-nous pour défendre ces objectifs et pour les imposer dans les syndicats, théoriquement nés pour défendre les travailleurs mais que les directions actuelles, par leur optique réformiste, poussent toujours plus loin dans la soumission aux exigences de l'administration !

Luttons pour organiser dans l'immédiat la solidarité avec nos camarades menacés ! Accepter leur

licenciement sans réagir aurait pour résultat d'aggraver nos conditions de travail et de nous affaiblir face à la direction.

- RE-EMBAUCHE IMMEDIATE DE TOUS LES TRAVAILLEURS LICENCIES !
- FRONT UNI DES TRAVAILLEURS !

Groupe Syndical du  
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

\*

On assiste en fait à une offensive générale contre les auxiliaires dans le secteur public. Dans le seul enseignement secondaire, on chiffre à 10.000 le nombre des auxiliaires remerciés à cette rentrée, après plusieurs années de surexploitation : c'est là l'effet le plus clair du fameux plan de résorption de l'auxiliaire (par le vide !) que le SNES n'a pas honte de célébrer (« Nous entrons dans la deuxième année du plan de 5 ans obtenu par l'action du SNES »), alors que son but officiel est de « dégraisser » l'Education Nationale d'au moins 19.000 M.A. d'ici 1980. Dans les universités, le budget destiné à payer les auxiliaires a été amputé de 40 %, et on exhume toutes les obligations de service possibles pour les titulaires, allant jusqu'à doubler leurs horaires passés, pour renvoyer les chargés de cours. Cadences et horaires accrus d'un côté, chômage de l'autre : c'est la base matérielle d'une solidarité que des syndicats dignes de ce nom devraient renforcer, par exemple en organisant le refus par les titulaires des heures supplémentaires, la lutte contre les licenciements, et plus généralement, en engageant l'ensemble des salariés dans la défense de la catégorie la plus visée.

Au lieu de cela, les directions du Snes et du SnesSup notamment, après avoir complètement délaissé la défense des auxiliaires jettent la suspicion sur les comités que ces derniers ont été contraints de former, leur refusant par exemple (comme à Strasbourg) les moyens de toucher les autres M.A. chômeurs, et suscitant artificiellement des comités parallèles (comme à Paris) qui fabriquent, en marge de ces embryons de luttes organisées, leurs propres « calendriers d'action » : c'est-à-dire de pétitions et autres délégations que l'opportunisme a partout substituées aux méthodes de classe.

Dans les syndicats comme hors des syndicats, tous les salariés soucieux d'un minimum de solidarité doivent mettre au premier plan la défense des auxiliaires, et combattre la politique de division des directions opportunistes.

## Deux méthodes inconciliables

(suite de la page 2)

Si nous posons cette question en général et du point de vue communiste, le parti revendique la centralisation des luttes prolétariennes et c'est à cette condition qu'il peut se rendre capable de lancer l'attaque contre l'Etat. Il cherche donc à gagner une influence dans les luttes immédiates et partielles et revendique toute une gamme de tactiques allant de la pression sur les organisations de masse à la politique du front unique, dans ces organisations, concevable uniquement si les masses influencées par les autres partis sont sensibles à la lutte classiste ; ce faisant il cherche à soustraire les masses ouvrières à l'influence des directions opportunistes dont la politique de trahison doit être clairement mise en évidence sur la base, non tant des faits passés — (les rappeler est nécessaire sur le terrain parallèle de la propagande et de l'agitation, tâches permanentes du parti, mais ce serait ici tomber dans une erreur doctrinaire) — mais sur la base de la propre expérience des masses afin de les amener aux conclusions déjà tirées par le marxisme, et de leur permettre de s'assimiler ses principes révolutionnaires : il cherche donc à créer dans la lutte prolétarienne un nouveau rôle d'organisation, ce qui n'implique nullement une « politique scissionniste » dans les organisations ouvrières.

Telle n'est pas la conception de la LCR. Le fait que « la centralisation des luttes revendicatives » doive, dans sa perspective

mécanique, déboucher sur leur « inéluctable affrontement avec le pouvoir » conduit cette organisation à lier la centralisation de ces luttes à un gouvernement PC-PS (6) et à revendiquer pour ce faire « l'unité des organisations ouvrières, syndicales et politiques contre le plan d'austérité » (7) : bref, sous prétexte que les masses font confiance à l'opportunisme, on demande à ce dernier de diriger les luttes immédiates.

Or n'est-ce pas précisément ce dont a besoin l'opportunisme pour qu'une expérience d'un gouvernement de gauche remplisse sa fonction conservatrice ? Et ne serait-il pas précisément utile de démontrer aujourd'hui aux ouvriers sur la base de leur propre expérience que la centralisation opportuniste des luttes par Maire et Ségué est inséparable de la stérilisation des grèves, de l'appel à la soumission aux exigences de la production, de la chasse aux militants qui ont des idées non conformes (voir l'IMRO), etc., en liant cette démonstration à la critique de la méthode réformiste et collaborationniste ?

La LCR fait exactement le contraire. Pour aider à cette « centralisation des luttes » par le PC-PS qu'elle assimile tout à fait mensongèrement à « l'unité des travailleurs », elle se propose de mener une bataille « prioritairement [...] à la fois contre le « sectarisme-alibi » de la CGT et contre les tentations « gauchistes » de secteurs de l'avant-garde ».

Qu'on ne s'y trompe pas. L'expérience montre qu'il s'agit, sous prétexte d'une unité dont on n'a pas défini les bases, de chercher à interdire aux ouvriers combattifs toute critique de l'opportunisme dans les luttes en cours, ce qui, nous l'espérons, ne sera pas tout à fait facile. Voici pourquoi dans les luttes immédiates, en dépit de phrases « terriblement révolutionnaires » sur le contrôle ouvrier ou autres, ou même de revendications absolument justes comme la semaine de 35 h, la LCR est poussée à se mettre toujours davantage à la traîne de l'opportunisme. Parce qu'elle est prisonnière d'une vision politique absolument fautive, la LCR n'est pas seulement impuissante politiquement : elle doit aussi devenir de plus en plus un frein pour la lutte immédiate.

(6) La plate-forme du candidat commun PSU-LCR est parfaitement explicite à ce sujet : aucune trace de critique du parlement, des élections (ce qui montre que le « parlementarisme révolutionnaire » n'est utilisé que comme une justification hypocrite) mais soupis vers la gauche : « Dans cette situation, nous pensons qu'il faut aider à centraliser les luttes qui se développent, qu'il ne faut pas repousser les échéances et prétendre au pouvoir sur un rapport de force conquis. Le PC et le PS ont encore la confiance de la grande majorité de la classe ouvrière. C'est donc eux qui doivent assumer ces responsabilités. Mais ils ne le feront que si la grande masse des travailleurs les y pousse » (Rouge, n° 142 du 2-9-76).

(7) Voir la déclaration du B.P. de la LCR intitulée « Contre le plan d'austérité, Sept propositions pour la lutte », Rouge, n° 161 du 24-9-76.

## Au centre de Tri-Créteil

# Toujours le « produire d'abord » !

Le déménagement du centre de tri de Créteil au nouveau centre de tri automatique ne s'est pas fait sans que l'administration tente d'aggraver encore les conditions de travail des postiers. La direction voulait avant tout éviter une rupture de tri importante durant la période d'adaptation aux nouveaux locaux. C'est dire les agréments de cette période pour les travailleurs à qui on a demandé d'accroître les cadences pour écouler tout le trafic non traité qui s'était accumulé lors du déménagement.

Devant les dizaines de milliers de lettres qui restaient en souffrance, la direction a fait effectuer des contrôles collectifs des cadences qui ont révélé que les brigades de nuit ne traitaient plus que 600 lettres à l'heure par individu, alors que le règlement en impose... 2.000!

Mises en garde et sanctions diverses (P.V., menace de contrôle collectif) ont plu bien sûr rapidement.

Les travailleurs ont réagi sans tarder et beaucoup étaient d'accord pour un ralentissement général des cadences en cas de contrôle individuel et de sanctions. Certains ont même parlé d'arrêter immédiatement le travail au moindre signe de flicage.

La section C.F.D.T. (minoritaire parmi les syndiqués) a pris dès le début l'engagement de défendre les travailleurs et commençait, bien que de façon confuse, à les préparer à refuser par la lutte tout contrôle du rendement.

Mais il aurait fallu que la C.G.T., majoritaire, se prononce dans le même sens pour qu'une riposte collective ait une chance de succès.

La réponse des dirigeants stalinien de la section, soutenus par les inspecteurs syndiqués, et contre une minorité combative, a été catégorique : « il n'est pas question de défendre des gens qui enfreignent constam-

ment le règlement, qui organisent le sabotage systématique et surtout, crime horrible, mettent en péril par leur attitude irresponsable la gestion du service public ! Pas question de défendre ces fainéants qui refusent l'aggravation des conditions de travail, sous prétexte qu'ils n'ont d'autres perspectives que l'abrutissement et un salaire misérable ! S'ils sont incapables de faire 2.000 lettres à l'heure, ils n'ont que ce qu'ils méritent ! Car, par leur manque de conscience professionnelle, ils se font les alliés de l'Etat qui démantèle et privatise, ils font le lit des trusts privés qui guettent les difficultés du secteur public pour mettre la main dessus, etc., etc... »

Quoi d'étonnant alors que ces syndicalistes « responsables » organisent la chasse aux « gauchistes » en désignant ainsi tout simplement le premier travailleur combatif venu, soucieux de défendre ses intérêts de classe ? D'où l'utilisation odieuse, accompagnée de mensonges et d'insultes, des positions du groupe « Taupes rouges » du C.T.A. (Centre de tri), qui appelle à refuser les contrôles de cadence (même si par ailleurs de nombreuses positions défendues par ce groupe sont erronées, ce qui est une autre affaire).

A Créteil C.T. aussi, les travailleurs ont pu faire l'expérience de la trahison des dirigeants syndicaux opportunistes.

Que le capital qui nous exploite soit public ou privé, les travailleurs ne peuvent défendre leurs stricts intérêts de classe que par la lutte directe et collective contre la bourgeoisie et l'Etat capitaliste, qu'en rompant l'alliance du Capital et du Travail que veulent leur imposer, sous couleur de la défense du « service public », les dirigeants syndicaux opportunistes, les tenants de la « gestion démocratique » de l'Etat bourgeois !

## Le « pacte social » en Angleterre

Augmentation constante du chômage (en juillet, 1.402.470 chômeurs), diminution également constante du salaire réel dans la période 1973-76 (de l'indice 100 en 1973, il est passé en 1976 à 88,2 pour un travailleur célibataire et à 91,2 pour un travailleur avec deux enfants). Voilà les fruits amers du « pacte social » en vigueur depuis trois ans entre le gouvernement travailliste et les syndicats. Basé sur le contrôle des salaires et la lutte contre l'inflation et le chômage, ce pacte avait pour but d'améliorer la balance commerciale d'une Angleterre à l'économie agonisante.

Mais le bilan de cette politique, lors du passage de la « phase deux » à la « phase trois », a été franchement négatif : tous les objectifs ont été manqués, le chômage et les prix montent d'une façon vertigineuse, tandis que la balance commerciale n'a pas été du tout rééquilibrée (au deuxième trimestre de 1976 elle a connu un déficit de 964 millions de livres).

La « phase trois » qui entre en vigueur dans ces conditions fixe les limites maximum suivantes pour

les augmentations salariales : 2,5 livres par semaine pour les salaires les plus bas et 4 livres pour les salaires les plus élevés (contre 6 dans la « phase deux »). En bref, les augmentations annuelles passeront de 10 % à seulement 4,5 % !

Devant cela, le Congrès des Trade-Unions réuni à Brighton, loin d'appeler les prolétaires à la lutte contre un tel tour de vis, a réaffirmé sa fidélité au gouvernement et au pacte social, et s'est borné à pleurnicher sur le taux élevé de chômage et à demander avec insistance l'augmentation des investissements industriels.

Il a fallu les marins pour ébranler le bloc monolithique gouvernement-syndicats avec la menace d'une grève qui, si elle avait été déclenchée, aurait entraîné de sérieuses difficultés pour l'Angleterre. Protagonistes dans le passé d'affrontements très durs avec le patronat et le gouvernement, de même que de formidables victoires économiques après des mois de lutte, les marins ont été cette fois battus par l'action conjointe de la hiérarchie syndicale et du

gouvernement, qui ont mobilisé tout leur arsenal de pompiers sociaux afin de faire traîner en longueur les négociations et de parvenir à un vote contraire (mais de très peu) à la décision de grève.

Mais l'atmosphère ne s'est pas détendue : les tensions sociales sont très violentes, comme le démontrent les désordres qui ont eu lieu à Londres dans les quartiers d'immigrés, théâtre de misère, chômage, violence et répression croissantes, et les « grèves sauvages » qui ont paralysé les usines de la Leyland.

Voilà le tableau de ce qu'on appelle le « pacte social » par lequel la bourgeoisie anglaise cherche à obtenir, avec l'aide de l'opportunisme politique et syndical, le consensus des travailleurs pour sauver l'économie nationale en détresse au prix du sacrifice de leur pain et de leur travail. Les travailleurs français ne doivent pas l'oublier au moment où tous les politiciens des classes dominantes et leurs larbins « ouvriers » discutent sur les moyens et les conditions de leur imposer un « pacte » semblable.

## Les accidents du travail et le cynisme des bourgeois

Seize morts à Merlebach. « La mine a encore tué » soupirent bourgeois, prêtres et syndicalistes aux ordres. Non, ce n'est pas la mine, c'est le capital, ou plutôt, c'est la mine dans les mains du capital ! Chaque jour apporte de nouvelles victimes de la barbarie capitaliste.

\*

N'empêche ! Le ministre de la justice va recommander la modération aux juges dans les affaires d'accidents du travail, nous apprend Le Monde du 19/20-9-76, qui poursuit :

« M. Guichard, tout en qualifiant les accidents du travail de « problèmes douloureux », a affirmé qu'il s'efforcera d'user « de la persuasion » pour expliquer aux juges que « les entrepreneurs français étaient la chance de ce pays » et que si « on ne les laissait pas travailler, on connaîtrait des jours bien difficiles ».

En attendant de tomber au champ d'honneur pour la défense de la patrie impérialiste, les ouvriers devraient donc tomber sans rouspétance des échafaudages, dans les hauts-fourneaux, sous les presses, etc. La Justice, quant à elle, est là pour veiller à ce que leur mort ne gêne pas la bonne marche de l'économie nationale.

Par la bouche de son ministre la bourgeoisie avoue ici cyniquement (au point que, le 28, M. Guichard s'est cru obligé d'atténuer ses formulations) ce que l'opportunisme s'applique à cacher : La Justice n'est pas là pour défendre les ouvriers, mais le capital ! La leçon s'impose :

Pour défendre leur peau, les prolétaires doivent se foutre des intérêts du pays ! Pour défendre leur peau, les prolétaires ne peuvent compter que sur leur force et sur leur lutte contre la bourgeoisie et son Etat !

## Lisez et diffusez programme communiste

Revue théorique internationale

## Même avec une « grève générale »

(suite de la page 1)

« couches supérieures » d'ouvriers qui pensent pouvoir éviter la lutte des classes en s'alliant avec le patron ou l'Etat, car l'opportunisme sait même les laisser tomber. Le prix, s'il le faut, sera réduit à quelques prébendes pour les bureaucraties ouvrières et leurs clientèles syndicales, municipales et parlementaires.

Plus le besoin de la lutte directe se fera sentir et plus les incantations se feront fortes. Mais plus la lutte de classe sera stigmatisée comme une provocation, plus les ouvriers combattifs seront dénoncés comme des agents des patrons, et plus l'Etat sera appelé à ses

## Bulletin PTT

# Pour la suppression du travail de nuit !

Dans les centres de tri et bureaux gares, nombreux sont parmi nous les travailleurs qui subissent l'esclavage abrutissant du travail de nuit.

Les conditions « normales » du travail dans les centres sont déjà si dures que la plupart d'entre nous sont brisés par la fatigue. Mais le travail de nuit rend ces conditions encore plus insupportables : nuits de 10 h, cadences insoutenables, charge de travail très lourde, pauses trop courtes et peu nombreuses, fatigue visuelle, repas pris à des heures impossibles, obsession constante du sommeil et dégradation croissante de notre état physique et nerveux.

C'est l'abrutissement complet que nous impose ce système féroce d'exploitation.

Seule la prime que nous permet d'obtenir le travail de nuit nous incite à subir cette barbarie.

Alors que l'administration accentue sa pression sur nos salaires, cette prime est pour beaucoup, surtout les auxiliaires et les agents des cadres C et D, le seul moyen de s'assurer le minimum vital. Mais sans nous garantir une augmentation stable de nos revenus, cette prime devient une arme par laquelle l'administration renforce les divisions catégorielles et fait naître pour certains l'espoir qu'une solution individuelle peut les sortir de la misère.

L'administration accorde quelques miettes aux « chanceux » qui obtiennent un poste de nuit, et promet aux autres que ce sera bientôt leur tour.

Plus il y a de candidats, plus la prime devient faible et plus nos exploiters, profitant de la désunion qu'ils sèment dans nos rangs font pression sur le niveau général des salaires.

La défense réelle de nos conditions de vie et de travail exige donc la suppression du travail de nuit, sans diminution de salaire, et l'augmentation générale des salaires, plus forte pour les basses catégories.

Seule la lutte ouverte et collective peut nous délivrer de cette course abrutissante au travail de nuit, en arrachant à l'Etat la satisfaction de nos exigences élémentaires :

— 500 F pour tous tout de suite ET salaire minimum à 2.500 F par mois.

L'administration qui refuse toute augmentation substantielle de nos salaires, s'oppose aussi, par le maintien du travail de nuit, à une autre de nos exigences :

— la réduction draconienne du temps de travail.

Le système des remplacements n'y répond pas. Pour quelques jours de liberté, nous sommes astreints à des périodes de travail de 60 h et plus, sans que cela enlève une minute à la durée réelle du travail hebdomadaire ou mensuel.

Ce système des « combines » brise nos liens de camaraderie et installe parmi nous des marchandages qui s'opposent à notre union.

Là encore, seule la lutte franche et solidaire peut nous permettre d'arracher à l'Etat une réduction importante du temps de travail (35 h de jour) et une augmentation très forte des jours de repos. (Double compensation des samedis, dimanches, jours fériés, repos hebdomadaires en plus grand nombre, volant de remplacement au quart des effectifs). Nous pourrions ainsi nous reposer sans nous détruire en travaillant la nuit.

Primes de nuit et « combines », ce sont ces miettes que les dirigeants syndicaux opportunistes nous demandent de défendre comme « avantages acquis ».

Certes, si l'administration parle de réduire ou de supprimer des brigades de nuit, ce n'est pas par souci de notre santé, mais pour assurer une meilleure rentabilité du capital qu'elle gère.

Aussi cette restructuration se fera au détriment de nos intérêts ; on nous demandera de travailler plus sans compenser la perte de la prime de nuit.

Mais n'est-ce pas au nom de cette même rentabilité, de la sauvegarde du service public que les dirigeants CGT, CFDT et FO nous demandent de lutter contre le démantèlement et la suppression du travail de nuit ? Au nom du J+1, ils nous demandent en fait de mettre en sommeil nos exigences pour écouler un trafic qui est destiné à 90 % aux capitalistes ou à l'Etat (6 % seulement de courrier particulier).

Pour résister aux conséquences de la restructuration, comme pour arracher à l'Etat la satisfaction de nos revendications, nous n'avons rien à attendre de ceux qui refusent de se placer sur le terrain de la lutte de classe.

C'est pourquoi nous appelons les travailleurs pour lesquels la défense de nos intérêts dépend, non pas de la santé du service public, mais de la lutte compacte et directe (notamment en revendiquant l'arme de la grève sans préavis ni limitation préalable de durée) que nous opposerons à la force centralisée de l'Etat, à défendre partout l'exigence de la disparition du travail de nuit.

Nous les appelons en même temps, afin de rassembler les forces capables d'imposer cet objectif, à défendre, dans les foyers, les syndicats et les assemblées de travailleurs, toutes les revendications allant dans le sens d'une amélioration réelle des conditions de travail de nuit (nuits de 8 h, 14 nuits par mois, suppression des rentrées pour les repos d'office...).

Groupe syndical du Parti Communiste International.

responsabilités. Or la bourgeoisie sait que ces gens-là — qu'elle méprise par ailleurs — lui sont utiles ; aussi doit-elle leur donner les moyens de faire leur travail, par des réformes : « Si cela n'a pas été fait, la colère d'aujourd'hui tournera à une véritable explosion sociale qui balayera aussi les syndicats et les partis » (Le Figaro du 28 sept.). Et pour faire ces réformes, on arrivera au besoin à la solution d'un gouvernement de gauche, aujourd'hui en train de mûrir électoralement avec les effets du plan Barre sur les classes moyennes, politiquement avec le programme commun, syndicalement avec le

front qui se constitue. Si on en a besoin même avant 78, il suffit d'organiser les élections ; si on peut s'en passer, il suffit que Fabre rompe l'alliance devant les prétendues « exigences de Marchais », ou que Mitterrand décide que, constitutionnellement, il ne peut s'opposer à Giscard : la gamme parlementaire est riche et extensible.

L'intérêt immédiat comme historique de la classe prolétarienne commande de rompre du tout au tout avec cette politique, de briser les chaînes de la collaboration de classe et de se débarrasser de ses larbins.

# Les leçons du Front populaire (1936) (2)

La première série de conditions du contrôle des masses ouvrières par l'opportunisme ouvrier tient à l'impuissance et à l'anéantissement de l'avant-garde que fait nécessairement surgir la lutte ouvrière prolétarienne.

Sur ce plan, derrière le masque de la défense de la révolution russe et de l'internationalisme prolétarien, la contre-révolution stalinienne avait déjà réalisé la destruction de tout instinct révolutionnaire dans le parti et la démolition de l'avant-garde ouvrière par la perversion des principes et la démolition de la tactique et de l'organisation communistes. Cette décomposition était déjà si avancée que la vague internationale des années 34, à la tête de laquelle se trouvait le prolétariat espagnol ne permit pas la reconstitution du parti. Le noyau des principes de l'Internationale de Lénine, sans garde-fou suffisant, avait été tellement mis à mal sous l'effet de forces gigantesques que le déferlement avait tout emporté, si bien que ce corps de principes était entièrement à reconstituer pour que la vapeur du mouvement social puisse être transformée en force motrice de la lutte révolutionnaire.

Malgré cela, le stalinisme dut mener une politique active et systématique pour briser tout lien entre les ouvriers révolutionnaires et combattifs et la masse ouvrière, en les éliminant du parti et des syndicats, en combinant campagnes de dénonciation policière et de persécution, pressions bureaucratiques et répression de l'Etat lui-même comme cela se fit à grande échelle là où ce fut nécessaire, en Espagne surtout.

La deuxième série de conditions tient au contrôle direct des masses elles-mêmes. Il est clair qu'un fort mouvement économique ne peut être canalisé par le réformisme si la bourgeoisie ne concède pas quelques avantages, s'il n'existe pas un fort encadrement organisationnel dans ses mains et si on ne peut pas donner à la classe ouvrière l'impression qu'elle a remporté une victoire morale sur l'adversaire. Considérons successivement ces trois conditions.

La question des « acquis » du Front populaire est réellement une source importante de sa mythologie. Ce qu'on oublie généralement de souligner en parlant de ces acquis (40 heures, congés payés, augmentation des salaires, contrats collectifs), c'est qu'en l'absence de l'influence du parti révolutionnaire sur le mouvement, la bourgeoisie et l'opportunisme ont pu céder dans une forme destinée à ligoter la classe ouvrière, à émousser sa combativité, à stériliser son action, à diminuer sa cohésion. Le résultat ne fut pas seulement de priver la lutte révolutionnaire d'un levier décisif, en épuisant la lutte revendicative dans d'éternelles escarmouches, mais encore de mettre en place les conditions les plus propices pour la contre-offensive bourgeoise. C'est ainsi que les idéologues du Front populaire ont pu parler d'un « nouveau mode de relations industrielles » et même d'un « ordre nouveau » (1).

Quels étaient les piliers de cet « ordre nouveau » dont toutes les initiatives venaient, il faut encore le dire, des chefs réformistes socialistes ou syndicalistes devant lesquels les stalinien ne jouaient que le rôle d'exécutants ?

Le premier était les conventions collectives qui perdaient leur caractère de « trêve d'armes » entre deux classes aux intérêts opposés et devenaient un véritable pacte institutionnalisant la collaboration patronat-syndicats et, il va sans dire, un puissant moyen d'intégration à l'entreprise et à l'Etat.

Le deuxième pilier devait être l'arbitrage obligatoire des conflits — une idée chère à Léon Blum qui se concrétisa dans les lois du 31 décembre 1936 et du 4 mars 1938 (2) — ainsi que la réglementation du droit de grève, revue par le projet de loi du 25 janvier 1938. Celle-ci, qui ne put être discutée au Parlement pour des raisons de politique générale, visait à rendre illégale toute grève ne respectant pas l'acceptation des sentences arbitrales et des syndicats ainsi que la procédure normale selon laquelle la poursuite

La méthode démocratique de conservation sociale consiste à préserver l'Etat des coups de la classe ouvrière en contrôlant ses poussées de lutte; c'est ce que nous avons cherché à illustrer dans le numéro précédent du Proletaire en reprenant quelques événements significatifs du Front populaire en France. Il nous faut maintenant étudier, en procédant de la même manière, les conditions du succès de la méthode démocratique, succès qui rend inutile pour la bourgeoisie le recours à la méthode fasciste.

L'importance de la question dépasse largement son intérêt historiographique. Non seulement la méthode

de la grève aurait dû être votée chaque jour sous contrôle préfectoral, par un vote secret et obligatoire sous peine d'amende!

Le dernier pilier était dans l'esprit de Jouhaux l'échelle mobile des salaires. On voit que toutes ces propositions destinées dans l'esprit des réformistes à « pacifier les relations industrielles » et à « équilibrer la vie sociale », si elles n'ont pu être mises en place à l'époque, sont encore aujourd'hui les armes que l'opportunisme perfectionne et tente de faire accepter à la classe ouvrière sous couvert de réformes ou de « pouvoir ouvrier » ou « syndical ». C'est dire combien est déconcertante et mensongère pour la classe ouvrière la politique de l'immédiatisme spontanéiste et fataliste qui présente à la classe ouvrière les « avantages économiques » que pourrait apporter éventuellement un gouvernement de gauche sans la mettre en garde contre la tentative de ce dernier d'emprisonner encore davantage la lutte ouvrière dans les filets de la collaboration de classe.

Les avantages matériels ne peuvent suffire à faire passer « la vague »: encore faut-il la contrôler en se donnant des moyens organisationnels adéquats. Là aussi, le Front populaire a laissé dans la conscience des larges masses, mais aussi dans celle des courants politiques prétendument révolutionnaires, un mythe tenace: celui de

l'unité ouvrière. Assurément l'unité ouvrière est une condition de l'efficacité de la lutte mais à une condition: il faut qu'elle se fasse sur la base des exigences de la lutte de classe et qu'elle revendique ses méthodes, c'est-à-dire qu'elle se fasse contre la bourgeoisie et son Etat. Sinon elle risque d'être un paravent derrière lequel l'opportunisme livre la classe ouvrière à la bourgeoisie. C'est bien ce qui s'est passé en 1934 avec le pacte d'unité d'action PC-PS, dont nous avons parlé. Le malheur a voulu que ce pacte vienne, d'une part, après une période où le stalinisme autant que la social-démocratie avaient empêché la lutte contre le fascisme, l'un avec sa tactique désastreuse de la « troisième période », l'autre avec sa politique criminelle d'antifascisme démocratique et, d'autre part, au moment précis où la lutte ouvrière prenait de l'essor, si bien que cette unité d'action est apparue comme une victoire du mouvement des masses. Mais le spontanéisme qui prétend opposer le soi-disant « front unique prolétarien » de juillet 34 aux renoncements ouverts du Front populaire doit passer sous silence le fait que le pacte d'unité d'action, parce qu'il était une capitulation sans condition des prétentions du stalinisme devant les exigences de la social-démocratie, n'était qu'une voie de passage vers un front plus large, le Rassemblement (ou Front) populaire.

## Les conditions du contrôle démocratique du prolétariat

Parallèlement, le front PC-PS était une condition de l'unité syndicale — qui devenait à son tour une condition du Front populaire. Et là l'unité fut une arme d'autant plus redoutable que la syndicalisation massive accompagnant la vague de grèves ainsi que le succès économique de ce puissant mouvement purent cacher la capitulation totale de la direction stalinienne devant la bureaucratie anarcho-réformiste. Et pour une capitulation, c'en fut une!

Il suffit de rappeler qu'en 1934 encore, l'IC et la CGTU considéraient le droit de fraction comme une condition sine qua non de l'unification: en mars 1936, l'unification se fit à Toulouse sans droit de fraction. Alors que la CGT et la CGTU comptaient respectivement 490.984 et 264.085 adhérents en 1934, les sièges furent répartis ainsi au bureau confédéral: 6 pour la CGT et 2 pour la CGTU et à la commission administrative: 30 pour la CGT et... 2 pour la CGTU (3). Il faut dire qu'à la base, lors des grandes grèves de juin, ce sont les ex-unitaires, c'est-à-dire les militants du PC, qui assurèrent la direction et le contrôle des syndicats, dans un processus que décrit Guérin dans son *Histoire du Front populaire* (4). En somme, le stalinisme livrait purement et simplement à la bureaucratie réformiste qui conservait la direction des opérations et l'initiative politique les troupes des dirigeants ouvriers sans lesquels les masses n'auraient pu être réellement encadrées.

Le stalinisme a effectivement raison lorsqu'il présente le front unique PC-PS et l'unité syndicale comme les prémisses indispensables du Front populaire et ses piliers essentiels: par cette affirmation, il ne fait rien d'autre que formuler en termes d'organisation le fait que l'unité de l'opportunisme est essentielle au fonctionnement du front uni bourgeoisie-opportunisme. Et à l'époque, il en était déjà clairement conscient au point qu'à côté de ces deux

armes, il alla jusqu'à revendiquer l'union social-démocratie-stalinisme dans le « parti unique de la classe ouvrière ».

Le troisième grand atout du Front populaire qui est aussi d'une grande efficacité conservatrice et qui a fait naître un mythe tenace et paralysant, c'est la combinaison du mouvement de masse et du jeu parlementaire et gouvernemental. En fait, cette combinaison ne peut signifier autre chose que la canalisation de la lutte ouvrière sur un terrain sans danger pour les institutions. C'est ce qu'oublie aujourd'hui l'immédiatisme et le spontanéisme pour qui la question est en toute circonstance de donner un « débouché politique à la lutte économique », comme si ce simple fait pouvait transformer qualitativement la lutte. C'est oublier qu'il y a deux manières de lier lutte immédiate et lutte politique: la méthode réformiste et la méthode révolutionnaire et, loin de se faire la courte échelle, ces deux méthodes sont antagoniques non seulement sur le plan politique mais déjà dans la lutte immédiate.

Le jeu parlementaire et gouvernemental face à la lutte ouvrière n'est certes pas une nouveauté en 36, mais le Front populaire en France donne deux vérifications expérimentales des méfaits de cette technique bourgeoise.

Première vérification en 1935: la main tendue aux radicaux et l'idée de Front populaire existait depuis la fin 34, les amours militaires entre l'Etat russe et le radicalisme sont dévoilées en mars 35; on a attendu juillet, alors que grondait un mouvement de lutte contre les décrets-lois du gouvernement radical Laval-Herriot pour sceller la coalition parlementaire avec les radicaux: les grèves d'août sévèrement réprimées (5 morts, 300 blessés, 175 ouvriers arrêtés) purent ainsi être canalisées dans la perspective des élections de 1936. Deuxième vérification en 1936. Rappelons que le 14 juillet 1935 le PC avait fait acclamer le nom de Daladier (5), visiblement

destiné à présider le gouvernement de Front populaire. Lorsqu'avec les élections d'avril 36 le Front eut la majorité, il laissa en place pendant un mois l'ancien gouvernement radical, et il fallut que le président Lebrun convoquât Blum pour que ce dernier assumât les responsabilités gouvernementales. C'est qu'il fallait en finir avec les grèves (6).

La leçon que croit pouvoir tirer le spontanéisme, c'est qu'il manquait le contrôle du gouvernement par les masses. Il imagine donc des formes de ce contrôle, des comités et des soviets dont l'Allemagne de 1918-1923 a pourtant montré que l'opportunisme savait très bien les marier avec l'Etat, quand leur lancement n'émane pas de lui, comme le montre l'exemple du Portugal. Non, ce qu'il manquait, c'était le Parti révolutionnaire qui aurait pu permettre à des organisations ouvrières non pas de contrôler le gouvernement — et d'en chasser les ministres bourgeois! — mais de le combattre.

\*\*

Contenir le mouvement prolétarien était évidemment un besoin pressant de l'impérialisme pour affronter sans risques révolutionnaires la préparation de la nouvelle guerre mondiale, une guerre qui était inévitable dès lors que la révolution prolétarienne était remise aux calendes. Et ce n'est un secret pour personne qu'il existe un lien direct entre le Front populaire et la préparation de la guerre: le pacte de Rassemblement populaire fut scellé après que fut tombé le 15 mai 1935, sur le public ébahi, le communiqué officiel du gouvernement français: « Monsieur Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force militaire au niveau de sa sécurité ».

Il serait superflu d'ajouter que le stalinisme devait, en capitulant devant les exigences de l'impérialisme français, abandonner non seulement la défense des intérêts des masses prolétariennes mais aussi ceux des grandes masses colonisées. Il le fit sans effort,

(1) Voir à ce propos G. Lefranc, *Histoire du Front populaire* (1934-1938), Payot, Paris, 1965, p. 326.

(2) De nombreux conflits ouverts purent ainsi être évités. Lefranc tire ce bilan: « Pendant les années 1937-1938, douze mille conflits environ [!] ont été soumis à la procédure prévue. Les deux tiers (les moins importants) ont pu être réglés aux échelons inférieurs. Les cas de non-exécution de la sentence ont été plus nombreux chez les ouvriers que chez les employeurs [et pour cause !] ». Id., p. 332.

(3) Ces chiffres sont cités par *La Vie Ouvrière* n° 1658 du 9 juin 1976.

(4) Daniel Guérin, *Histoire du Front populaire, révolution manquée*, Julliard, Paris, 1963, p. 125.

(5) L'ironie veut que le 6 février 34, Thorez dénonçait à la chambre « la dictature du "Thermidor Daladier" »: c'est contre nous, criaient-ils, contre les prolétaires révolutionnaires, contre les ouvriers que votre dictature est dirigée ». G. Lefranc, *op. cit.*, p. 25.

Après trois ans de flirt, c'est Daladier lui-même qui chassa en 38 les larbins devenus, une fois la vague passée, inutiles, et qui donna le coup de grâce au Front populaire.

(6) Voici comment Blum rappelle, au procès de Riom, son entrevue avec Lebrun qui l'a fait appeler d'urgence à l'Élysée: « Le président Lebrun m'a dit ceci: « La situation est terrible. Quand comptez-vous venir présenter de-

étant donné que sa solidarité avec les luttes dans les colonies avait toujours été superficielle, quand sa politique n'était pas empreinte du plus pur chauvinisme. Disons seulement qu'en matière coloniale le Front populaire n'avait pour tout programme qu'une commission d'enquête sur la situation dans les colonies. Les persécutions dont, à l'instigation du PCF, il s'est rendu coupable contre l'Etoile Nord-Africaine en Algérie, ainsi que la répression menée en Algérie, en Syrie-Palestine, au Maroc, en Indochine et à Madagascar notamment, sont des faits qui méritent qu'on y revienne dans un autre travail, qui devra aussi s'attacher à la position prise par les éléments de gauche du Front populaire, notamment les pivertistes.

Le stalinisme se révéla dans la préparation de la guerre comme un propagandiste zélé du chauvinisme, sous le drapeau de la défense de la révolution russe et de l'internationalisme prolétarien. Il est inutile de rappeler la réconciliation du drapeau rouge et du drapeau tricolore, la main tendue aux Croix de feu. L'important est que le Front populaire lui-même n'était qu'un moyen de réaliser l'« union de la nation française », une idée que Marchais n'a pas eu par conséquent besoin d'inventer (7).

Le gaullisme a coutume de rendre le Front populaire responsable de la défaite militaire française de 1940. C'est oublier que la préparation militaire de la guerre supposait une préparation sociale et politique. C'est oublier que ni la Résistance ni le gaullisme, c'est-à-dire la velléité de conservation d'une certaine autonomie de l'impérialisme français, n'auraient été possibles sans la contre-révolution stalinienne.

De ce point de vue il est indéniable que le Front populaire, qui a été la méthode démocratique de préparation à la guerre, a permis de prolonger la vie de l'impérialisme français de nombreuses décennies. Ce n'est là que la manifestation d'un fait bien plus général et d'une importance colossale: le fait que la contre-révolution stalinienne, en livrant dans tous les pays le prolétariat à sa bourgeoisie, en rendant non seulement socialement inévitable mais aussi politiquement possible la solution bourgeoise à la crise capitaliste, a redonné une nouvelle jeunesse au capitalisme tout en renforçant son caractère parasitaire et les traits contre-révolutionnaires des Etats impérialistes et a permis à la société bourgeoise de reculer pour de longues décennies la survie accablante d'un mode de production condamné.

« Je lui ai répondu: après-demain, samedi; je ne vois pas le moyen d'aller plus vite. Il me dit alors: « Vous allez attendre jusqu'à samedi? » Et Lebrun supplie: « Les ouvriers ont confiance en vous... Alors je vous en prie: dès demain, adressez-vous à eux par la voix de la radio... Ils vous croiront, ils auront confiance en vous, et alors peut-être ce mouvement s'arrêtera-t-il » (Cité par Yvan Craipeau, *Le mouvement trotskyste en France*, éd. Syros, Paris, 1972, p. 175).

(7) Le rapport de Thorez au VIII<sup>e</sup> Congrès du PCF qui se tint à Villeurbanne du 22 au 25 janvier 1936 s'intitule « L'union de la nation française ». Il restera comme un monument de chauvinisme où, selon l'expression consacrée, le Parti communiste français est devenu « un parti de type nouveau à qui rien de ce qui est national n'est étranger ».

Quant au mot d'ordre du Front français, il fut avancé par le Comité central, début août 1936. Comme on peut lire dans *l'Histoire du Parti communiste français*: « Il exprime le souci d'éviter à la France la formation de deux blocs irréductiblement opposés jusqu'à la guerre civile ou la désagrégation du Front populaire. Il correspond au souci d'unir la nation devant l'aggravation du danger de guerre et la trahison des éléments les plus réactionnaires de la grande bourgeoisie » (*Histoire du Parti communiste français*, Ed. Sociales, Paris, 1964, p. 328).

# Ce qui distingue notre Parti

Chaque numéro de notre journal porte, au-dessous du titre, le cartouche suivant :

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Ces formules synthétiques donnent une orientation; elles ne prétendent pas l'illustrer. Cependant un trait distinctif de notre mouvement saute immédiatement aux yeux du lecteur : pour nous, contrairement à toute la myriade des « actualisateurs » du marxisme, il existe une ligne continue, inchangée et immuable qui définit le Parti communiste, précisément parce que celui-ci dépasse et surmonte les hauts et les bas, les reculs et les avancées, les rares mais glorieuses victoires et les nombreuses et catastrophiques défaites de la classe ouvrière sur le chemin difficile de sa lutte d'émancipation. C'est même uniquement grâce à la permanence ininterrompue de cette ligne que le prolétariat existe en tant que classe : elle ne reflète pas en effet la position temporaire et souvent contradictoire du prolétariat à tel ou tel stade de son chemin, dans l'espace et dans le temps, mais la direction qu'il doit nécessairement prendre en partant de sa situation de classe exploitée et subalterne, pour arriver à celle de classe dominante, puis, dans tous les pays, à la suppression de toutes les classes, au communisme. De ce chemin, dont le mode de production capitaliste crée lui-même les conditions matérielles, mais qui ne tombe pas du ciel et qui doit être parcouru jusqu'au bout en luttant, la doctrine marxiste connaît les phases nécessaires et les moyens indispensables, comme elle en connaît le but ultime.

C'est pourquoi, paraphrasant un texte célèbre de Marx, Lénine dit que *n'est pas marxiste* celui qui ne pousse pas la reconnaissance de la lutte de classe jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat comme produit nécessaire de cette lutte et comme point de passage obligatoire « vers la suppression de toutes les classes et la société sans classes ».

Se limiter à reconnaître la lutte de classe et l'antagonisme d'intérêts entre le capital et le travail signifie en effet enregistrer un fait brut, à savoir ce que le prolétariat est dans la société bourgeoise; mais c'est exclure ce que le déterminisme historique lui-même oblige le prolétariat à devenir pour se libérer de l'exploitation à laquelle il est condamné par les rapports capitalistes de production : l'arme de la destruction violente du pouvoir d'Etat bourgeois qui protège et défend ce système de rapports, l'arme de l'instauration de sa propre dictature, « phase politique de transition », selon Marx, dans le processus de « transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société communiste ». Cela signifie accepter l'état de sujétion qui est celui du prolétariat dans le cadre de la société bourgeoise même lorsqu'il lutte pour la défense de ses intérêts immédiats contre le joug du capital. Cela signifie lui dénier cette tâche historique de libérateur de l'humanité en même temps que de lui-même qui, seule, fait de lui une classe, celle qui « fera naître une nouvelle société ».

Cette ligne qui unit le passé et le présent de la classe ouvrière à son avenir n'est rien d'autre que la théorie, le programme, les principes du communisme révolutionnaire, et elle se conserve inchangée par-delà les vicissitudes de la lutte entre les classes en tant qu'elle s'incarne dans un parti qui la fait sienne sans réserves, dans une organisation qui la défend, combat pour elle, et la traduit en acte. C'est pour cela que Marx écrit dans le Manifeste du Parti communiste que « les communistes combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière, mais dans le mouvement présent ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement ».

Et comme le prolétariat « n'a pas de patrie » et poursuit en tant que classe des buts qui dépassent toutes les limites de catégorie, de localité, d'entreprise, d'atelier, etc., ce qui distingue les communistes, ajoute Marx, c'est que « d'une part, dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat; d'autre part, dans les différentes phases de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité ».

C'est cet ensemble de postulats qui distingue les communistes : c'est lui qui interdit de considérer comme des communistes ceux qui renient le caractère international du but vers lequel tend

le mouvement prolétarien et de la lutte pour atteindre ce but; ceux qui nient que ce but et cette lutte coïncident avec les intérêts du mouvement dans sa totalité et de son avenir; ceux qui renient la nécessité de la révolution violente et de la dictature du prolétariat comme voie de passage obligatoire vers le socialisme; ceux qui renient le caractère indispensable du parti, armé de cette unique science qu'est le marxisme, en tant qu'organe de cette lutte gigantesque. Aucun maillon de cette chaîne ne peut être brisé sans que la chaîne entière ne se brise et que le prolétariat ne tombe dans une acceptation résignée de sa situation de classe exploitée pour l'éternité.

Telle est la doctrine qui, née d'un seul bloc il y a un siècle et demi et codifiée par Marx et Engels dans des textes où il n'y a rien à ajouter ni à « mettre à jour », fut rétablie dans son intégralité par Lénine contre la trahison social-démocrate, contre toute capitulation devant le « présent » et toute renonciation à l'« avenir » du mouvement prolétarien, contre toute subordination de ses buts et de ses intérêts d'ensemble à de prétendus buts et intérêts immédiats et nationaux, contre tout abandon des principes de la conquête révolutionnaire du pouvoir et de son exercice au moyen de la dictature, au profit des voies prétendument plus sûres et moins difficiles du gradualisme légaliste, démocratique et parlementaire.

★

Les communistes ont lutté non seulement pour maintenir intacte cette ligne contre les pressions matérielles, politiques, idéologiques de la société bourgeoise, mais pour graver toujours plus clairement ses traits essentiels à travers les terribles mais salutaires confirmations de l'histoire, pour organiser autour de ce fil rouge, en le renouant quand il était brisé, les avant-gardes combattives de la classe ouvrière et monter à l'assaut des fortresses des Etats capitalistes. Ce combat fut mené à la fois sur le plan de la doctrine, du programme, de la politique, de la tactique et de l'organisation, car les communistes ne sont pas les apôtres d'un nouveau « credo » ou des ascètes dans l'attente du Messie, mais les militants d'une gigantesque guerre sociale.

Tel fut le combat de Marx et Engels au sein de la I<sup>re</sup> Internationale pour détruire le proudhonisme qui refusait la lutte revendicative, les grèves et l'organisation économique du prolétariat; le bakouninisme qui refusait le parti et la dictature qu'il exerce centralement au nom de la classe ouvrière et dans son intérêt; le « crétinisme parlementaire » qui s'était infiltré dans les rangs du prolétariat à partir du milieu social ambiant. Tel fut le combat de Lénine en Russie contre le populisme, l'économisme, le légalisme, le menchévisme et, à l'échelle internationale, d'abord contre le révisionisme social-démocrate à la Bernstein et ensuite contre la capitulation devant la guerre impérialiste, combat mené non seulement pour le refus des crédits de guerre et de la trêve sociale pendant le conflit, mais aussi pour le défaitisme révolutionnaire et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Tel fut le combat mené pour vaincre toutes les hésitations, les inerties attentistes et légalistes, les atermoiements dus au respect des « règles du jeu démocratique », et pour conquérir de façon dictatoriale le pouvoir dans la lumière éclatante d'Octobre 1917 — en jetant ainsi dans le même temps les bases de l'Internationale Communiste enfin reconstituée.

« L'Internationale Communiste se donne pour but de combattre par tous les moyens, y compris par la lutte armée, pour le renversement de la bourgeoisie internationale, et la création de la république internationale des soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de l'Etat », proclamèrent solennellement les communistes de tous les pays réunis à Moscou en juillet 1920, en reprenant et en réaffirmant la « ligne qui va de Marx à Lénine ». « L'Internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. [...] La guerre impérialiste a étroitement lié les destinées des travailleurs d'un pays et celles du prolétariat de tous les autres pays. La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus ce que disaient les statuts de la I<sup>re</sup> Internationale : l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale, ni nationale, mais une tâche internationale. [...] L'Internationale Communiste n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'Association des travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée. Celle-ci doit vraiment représenter, dans les faits, un parti communiste unitaire du monde entier dont les partis agissant dans les différents pays ne sont que les sections. Le mécanisme organisé de l'Internationale Communiste doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de

la part des travailleurs organisés des autres pays, tout le secours possible ».

Telle est la ligne qui va de Marx à Lénine et à la fondation de l'Internationale Communiste : elle refuse tout droit de cité en son sein à ceux qui rejettent la dictature du prolétariat comme seule voie au socialisme, aux partisans des voies nationales pour l'émancipation de la classe laborieuse.

C'est sur cette ligne que s'est constitué en janvier 1921 le Parti Communiste d'Italie dont le programme synthétise le patrimoine théorique, programmatique et tactique du communisme :

« 1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

« 2. Les rapports de production actuels sont protégés et défendus par le pouvoir de l'Etat bourgeois qui, fondé sur le système représentatif de la démocratie, constitue l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

« 3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

« 4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le Parti politique de classe.

Le Parti communiste, groupant dans ses rangs la partie la plus avancée et la plus consciente du prolétariat, unifie les efforts des masses travailleuses en les amenant de la lutte pour des intérêts de groupes et pour des résultats contingents à la lutte pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat.

Le Parti a pour rôle de répandre dans les masses la conscience révolutionnaire, d'organiser les moyens matériels d'action et de diriger le prolétariat dans le développement de la lutte.

« 5. La guerre mondiale a été causée par les contradictions internes incurables du régime capitaliste qui ont engendré l'impérialisme moderne. Elle a ouvert une crise dans laquelle la société capitaliste va se désagréger et où la lutte de classe ne peut aboutir qu'à un conflit armé entre les masses travailleuses et le pouvoir des différents Etats bourgeois.

« 6. Après le renversement du pouvoir bourgeois, le prolétariat ne peut s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en fondant les organismes représentatifs de l'Etat sur la seule classe productive et en privant la bourgeoisie de tout droit politique.

« 7. La forme de représentation politique dans l'Etat prolétarien est le système des conseils de travailleurs (ouvriers et paysans) déjà en vigueur dans la Révolution russe, commencement de la Révolution prolétarienne mondiale et première réalisation stable d'une dictature du prolétariat.

« 8. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

« 9. Seul l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

« 10. Cette transformation de l'économie et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale aura pour effet, une fois éliminée la division de la société en classes, d'éliminer aussi peu à peu la nécessité de l'Etat politique, dont l'appareil se réduira progressivement à celui de l'administration rationnelle des activités humaines. »

★

Rempart et détachement avancé de la révolution prolétarienne mondiale, le pouvoir bolchevik en Russie reposait cependant sur une base économique terriblement arriérée et, dans une proportion écrasante, précapitaliste. La stratégie communiste consistait donc à travailler pour forger dans les différents pays l'instrument indispensable de la révolution prolétarienne, le Parti de classe, et pour réunir autour de lui l'avant-garde décisive d'un prolétariat qui, dans le monde entier mais surtout en Europe occidentale et en général dans les aires de capitalisme avancé, était sorti du carnage mondial et du chaos d'après-guerre animé d'une magnifique volonté de lutte et d'un esprit d'abnégation indomptable. Elle savait que seule la victoire de la révolution dans les pays développés et en premier lieu en Allemagne permettrait à la Russie bolchévique d'avancer économiquement vers le socialisme en conservant solidement et sans partage

(suite page 8)

# Ce qui distingue notre Parti

(suite de la page 7)

le pouvoir politique et de brûler les étapes du passage pénible d'une économie prébourgeoise, surtout à la campagne, jusqu'à la limite extrême du capitalisme d'Etat.

Armés de la doctrine marxiste rétablie sur ses fondements par le parti de Lénine, solidement ancrés dans la discipline internationale et dans sa centralisation rigoureuse, ces partis devaient tirer leur stratégie, avec la raison même de leur existence, de la reconnaissance du fait que les partis réformistes, ceux que Lénine appelait les « partis ouvriers-bourgeois », comme la social-démocratie dans toutes ses variantes, étaient désormais obligés, par les buts qu'ils s'étaient fixés en rompant avec les principes de base du marxisme, et donc par leur intégration plus ou moins directe dans les Etats bourgeois, de jouer dans la dynamique sociale un rôle contre-révolutionnaire irréversible.

Le drame du prolétariat mondial dans le premier après-guerre, c'est qu'au gigantesque effort des bolcheviks pour contrôler et dominer les forces bourgeoises et petites-bourgeoises naissant du sous-sol économique et social russe et pour étendre au monde entier l'incendie révolutionnaire, ne correspondit pas un processus de formation organique et rigoureuse des partis communistes dans l'aire cruciale de l'Europe pleinement capitaliste. Les traditions démocratiques, parlementaires, légalistes pesaient trop sur le mouvement ouvrier occidental, et la direction de l'Internationale — sur qui d'ailleurs notre courant fut le dernier à rejeter la responsabilité d'un cours historique qui avait son origine dans le monde bourgeois pourri d'Occident — n'eut pas toujours clairement conscience du fait que la rigueur avec laquelle Lénine et son parti avaient lutté pendant vingt ans contre l'opportunisme, et la détermination avec laquelle ils avaient conquis le pouvoir en excluant non seulement les partis ouvertement bourgeois, mais aussi les partis ouvriers de type conciliateur, devaient trouver une application encore plus stricte et conséquente là où la révolution bourgeoise était désormais un fait accompli depuis un demi-siècle et plus. Alors qu'il était urgent de procéder à une rigoureuse sélection dans les vieux partis socialistes, on fut trop accommodant dans les adhésions en pensant (idée généreuse mais qui se révéla erronée) que les débris du passé pouvaient être consumés dans l'incendie allumé à Saint-Petersbourg et à Moscou. Pour permettre à la classe ouvrière de se défendre également de façon efficace dans la contre-révolution bourgeoise en habit fasciste et, si possible, de passer à la contre-attaque, il aurait fallu élaborer d'urgence une tactique bien délimitée qui, rassemblant les prolétaires autour du parti révolutionnaire marxiste sur le terrain de la défense des conditions de vie et de travail dans le cadre de la société bourgeoise, les arracherait non seulement à l'influence du réformisme mais aussi à l'illusion que ceux qui avaient abandonné la ligne « qui va de Marx à Lénine et à l'Internationale Communiste » pouvaient être récupérés pour la cause de la révolution prolétarienne. Au contraire, on lança des mots d'ordre mal définis qui, contre les intentions des bolcheviks et malgré eux, laissaient la porte ouverte à cette illusion, et d'autant plus s'ils étaient adoptés par de vieux chevaux de retour du réformisme ou même du social-chauvinisme accourus autour du drapeau de l'Internationale: mot d'ordre du « front unique » laissant, parce qu'insuffisamment délimité, la porte ouverte à des interprétations oscillantes et même contradictoires; « gouvernement ouvrier » présenté tantôt comme un « synonyme de la dictature du prolétariat », tantôt comme une voie différente, voire parlementaire, au pouvoir et ainsi de suite jusqu'à une « bolchévisation » qui dénaturait les partis communistes et risquait d'en faire des espèces de partis travaillistes, en effaçant peu à peu la ligne de démarcation — si nette à l'origine — entre les partis communistes et les partis et mouvements paysans dans les pays capitalistes d'une part, et entre les partis et mouvements nationaux-révolutionnaires dans les colonies d'autre part, ce qui préjudiciait à la catastrophique réédition en Chine de l'histoire menchévique de la « révolution par étapes ».

Ce fut aussi à cause de ce relâchement progressif des mailles de l'organisation et de la tactique qu'au lieu de contrôler et de diriger le processus de décanation des partis communistes issus du socialisme traditionnel, l'Internationale finit par être conditionnée par des partis occidentaux qui n'avaient de communiste que le nom. Le résultat fut désastreux d'un double point de vue: la perspective de la révolution mondiale à brève échéance s'éloigna au lieu de se rapprocher et, parallèlement, les forces sociales bourgeoises qui faisaient pression sur la dictature bolchévique de l'intérieur de la Russie et surtout de l'extérieur se renforcèrent au point de balayer le parti qui avait été le magnifique instrument de direction de la Révolution d'Octobre et de la guerre civile. Le stalinisme fut l'expression de ce bouleversement dans les rapports de forces entre les classes à l'échelle mondiale. Il devait massacrer la Vieille Garde pour avancer sans encombre sur la voie de l'accumu-

lation capitaliste. Il devait, avant cela même, camoufler son rôle contre-révolutionnaire derrière le drapeau du « socialisme dans un seul pays », cette théorie qui est à l'origine des voies « nationales, pacifiques et démocratiques » au socialisme. Candidat à la succession de la social-démocratie, le stalinisme appela enfin les prolétaires de tous les pays à s'entre-massacrer sur les fronts du second conflit impérialiste.

**C'est pourquoi la ligne qui va de Marx à Lénine et à la constitution de la III<sup>e</sup> Internationale et à ses premières années d'éclat se prolonge pour nous dans le combat de la Gauche italienne contre les premières manifestations d'un danger opportuniste au sein du Komintern (danger seulement au début, cruelle réalité matériellement déterminée plus tard), et dans le combat, mené en 1926 parallèlement à l'Opposition russe, contre le stalinisme qui allait se rendre maître de l'Etat soviétique et de l'Internationale de Lénine.**

★

Cyniquement camouflée entre 1928 et 1932 sous un vernis de « gauche », le stalinisme a été responsable du désarmement politique et organisationnel du prolétariat face à l'offensive nazie et fasciste. Il a été responsable de son désarmement — cette fois vis-à-vis de la démocratie, et sous prétexte de « lutte contre le fascisme » — avec les Fronts populaires en France et surtout en Espagne, où le stalinisme éteignit les flammes renaissantes de la lutte de classe au nom de la défense du régime républicain et au moyen de la coalition gouvernementale avec les partis bourgeois et opportunistes. Il a été responsable de l'adhésion au second massacre mondial sous le drapeau de la liberté et de la patrie, de l'entrée des partis « communistes » dans des fronts qui n'étaient plus seulement populaires, mais qui étaient des fronts d'union nationale issus de la Résistance, de la participation de ces partis à des gouvernements chargés de la Reconstruction après la guerre, enfin de leur renonciation logique à la dictature du prolétariat et à l'internationalisme même sur le plan formel, de leur candidature ouverte au sauvetage de l'économie nationale en crise et des institutions démocratiques agonisantes.

**C'est pourquoi la ligne qui relie Marx et Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste, au combat de la Gauche contre la dégénérescence de l'Internationale, puis contre le stalinisme, est inséparable pour nous du combat historique contre les fronts populaires, les fronts de guerre, les fronts nationaux et tous leurs dérivés, jusqu'aux manifestations les plus récentes d'un opportunisme dont la virulence n'a pas eu d'équivalent, même dans les origines sanglantes de la vieille social-démocratie allemande. Elle est inséparable de la dénonciation tant du cours par essence fasciste, fût-ce sous l'habit démocratique, de l'impérialisme capitaliste dont Washington est le centre, que du faux socialisme régnant à Moscou ou à Pékin, « socialisme » basé sur la production de marchandises, le travail salarié et toutes les autres catégories économiques bourgeoises.**

★

La reprise du fil rouge de la doctrine, du programme, des principes, de la tactique, des méthodes d'organisation du communisme révolutionnaire impose pour nous le retour à la vision mondiale de l'Internationale Communiste dans les années de sa fondation, complétée dans la partie organisationnelle (comme notre parti n'a jamais cessé de le faire au cours de ce second après-guerre, mais surtout après 1952, dans une longue série de textes aujourd'hui rassemblés dans le volume *Défense de la continuité du programme commu-*

niste par le bilan que l'histoire des cinquante dernières années, confirmant le combat tenace de la Gauche, a apporté.

Il n'y a pas de point de rencontre possible entre démocratie et communisme. Il n'existe pas de voie pour l'émancipation du prolétariat différente de celle qui, en dehors des institutions officielles bourgeoises démocratiques ou fascistes et contre elles prépare déjà dans le présent la révolution prolétarienne. Cette préparation exclut, même comme moyen d'agitation, le recours aux tribunes électorales et, pire encore, parlementaires. Elle se fait, d'une part, à travers la participation constante aux luttes immédiates de la classe ouvrière pour la défense de ses conditions de vie, de travail et de lutte, et à travers l'élargissement, le renforcement et le développement de ces luttes sur des bases et avec des moyens classistes. Elle se fait, d'autre part, à travers la propagande incessante du but ultime du mouvement prolétarien, par rapport auquel la lutte revendicative est une école de guerre (mais seulement une école), à condition que cette lutte soit menée de façon conséquente et sans jamais oublier ou masquer ses limites; à travers l'organisation autour du parti des couches de prolétaires qui instinctivement se placent sur le terrain de la lutte de classe ouverte et l'organisation dans le parti de la minorité de prolétaires ayant pris conscience des voies et des moyens indispensables pour la victoire finale; à travers le renforcement des organisations immédiates qui naissent de la lutte économique et syndicale par réaction contre la trahison des centrales syndicales et qui contiennent également en germe des potentialités de développement dans un sens politique; enfin à travers le combat au sein des syndicats existants dans la perspective (qu'on ne peut ni exclure ni tenir pour certaine) de les reconquérir non seulement à la tradition rouge, mais aussi à la direction communiste, dans des situations aujourd'hui lointaines de très haute tension sociale.

Il n'y a place sur cette voie ni pour l'illusion spontanée, toujours renaissante malheureusement, d'une révolution et d'une dictature du prolétariat non préparées et non dirigées par le parti, ni pour l'illusion trotskyste d'une crise fatale du capitalisme qui n'aurait besoin que de la secousse provoquée par une avant-garde organisée pour s'effondrer à travers l'étape intermédiaire de « gouvernements ouvriers » composés de partis dont on suppose, bien qu'ils soient passés avec armes et bagages à la contre-révolution, qu'ils pourraient être régénérés grâce à la poussée des masses en ébullition et à l'habileté manœuvrière communiste, comme pourraient être récupérés pour la cause du prolétariat révolutionnaire les « Etats ouvriers dégénérés » comme l'U.R.S.S., la Chine, Cuba ou autres. Si, dans le spontanéisme ouvrier, on voit renaître un adversaire séculaire du marxisme, dans l'illusion « trotskyste » (un adjectif dont Trotsky, en dépit de ses erreurs, serait aujourd'hui le premier à rougir) renaissent, terriblement aggravées, les erreurs tactiques de l'Internationale décadente, et, sur de telles bases, ces déviations de principe par rapport à la saine doctrine qui seules peuvent expliquer que certains prennent les nationalisations dans l'industrie et la planification économique, en soi, pour du socialisme.

Le prolétariat a aujourd'hui plus que jamais besoin de clarté: sur les buts, les voies, les moyens de son émancipation. C'est à ce travail de clarification que nous nous consacrons, sans arrogance mais sans hésitation, conscients que nous sommes de marcher « petit groupe compact sur un chemin ardu », mais fidèles à la leçon de Lénine, décidés à combattre « non seulement le marais, mais aussi ceux qui s'y dirigent ».

**C'est ce qu'exige la tâche difficile de « restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste ».**

## Presse Internationale

Voici le sommaire du N° 17  
(24 septembre) de

### il programma comunista

- *La rivoluzione borghese in Cina è stata; la rivoluzione proletaria cinese deve ancora essere.*
- *Investito dalla lotta di classe, il bastione sudamericano del capitalismo mondiale.*
- *Sacrifici di « solidarietà nazionale » o lotta di classe di solidarietà proletaria ?*
- *Dal « Modello-Germania ».*
- *La funzione controrivoluzionaria della democrazia al banco di prova della Spagna 1930-1939 (3).*
- *Sull' « autonomia operaia » (2).*
- *Ristrutturazioni militari e proletari in divisa.*
- *Nel mondo anglosassone: Inghilterra, Stati Uniti, Irlanda.*
- *Note sindacale: ferrovieri, braccianti, cementeria di Robilante.*

## permanences du parti

### EN BELGIQUE

• A Bruxelles: le dimanche 14 novembre de 10 h à 12 h, local de l'A.S.B.L.-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

### EN FRANCE

• A Angers: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Lille: les dimanches 17 et 31 octobre de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

• A Marseille: la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

• A Mulhouse: le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klappersteil 68, 4, rue Gutenberg.

• A Paris: 20, rue Jean Bouton (12<sup>e</sup>) Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission  
paritaire de presse: 52926

Correspondance  
pour la Suisse  
B.P. 85 Montcholsy  
LAUSANNE 19

• A Strasbourg: le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A Toulouse: vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

### EN SUISSE

• A Lausanne: tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que les samedis 16 octobre, et 6 et 20 novembre de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché, 1<sup>er</sup> étage à droite - Atelier.